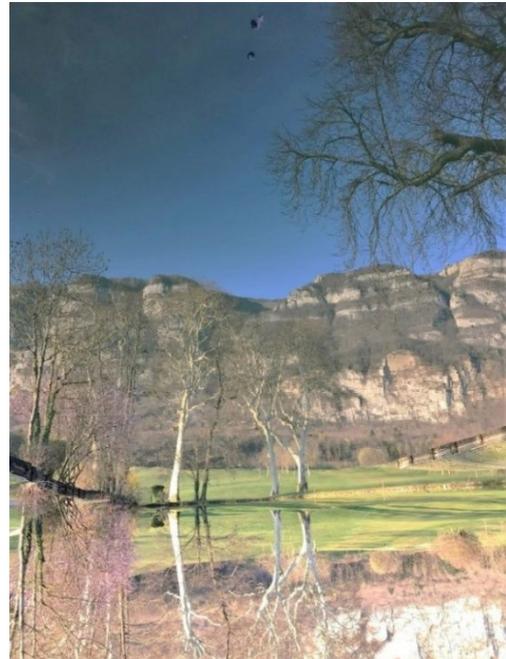


Avant l'intelligence artificielle la vérité faisait débat



Lac de Bossey

Photo retournée et reflet trompeur.

Il y a pire qu'une opinion erronée, une opinion « toute faite »

Daniel Fortis

Avant-propos

J'ai réuni dans ce livre mes prises de position principalement géopolitiques. Elles relèvent de la réflexion d'un simple citoyen à la suite de la lecture de la presse traditionnelle et de l'écoute des médias télévisuels qui s'alignent souvent sur la doxa et sur le confortable « politiquement correct ».

Considérant qu'une opinion « toute faite » est pire qu'une opinion erronée, j'ai toujours voulu aller au-delà du conformisme. Entre affirmations, démentis, amalgames, instrumentalisation et micros-trottoirs, j'essaie de faire une synthèse pour trouver de la cohérence dans ce tourbillon. Cela me vaut souvent d'être traité de complotiste.

Au gré des événements, j'ai éprouvé le besoin d'extérioriser mon ressenti sur les grands sujets d'actualité, de science et de société. La *Tribune de Genève*, le *Temps*, *Le Figaro Magazine* et *Marianne* ont courageusement publié certains de mes articles souvent « dérangeants ».

« Doxa et complotisme » était le titre que je voulais initialement donner à mon livre. Entre-temps, l'irruption de l'intelligence artificielle a fait basculer nos sociétés dans un monde où la réflexion humaine et la recherche de la vérité deviennent ringardes. L'intelligence artificielle s'impose comme la nouvelle doxa. Alimentée par des milliards de données censées nous donner la vérité universelle, cette nouvelle « bible » ne suscite dès lors plus de débats.

Le temps où il était permis de se tromper et, aussi, d'avoir raison, est révolu. J'ai compris que le titre de mon livre ne voulait plus rien dire. Je l'ai par conséquent changé :

« *Avant l'intelligence artificielle, la vérité faisait débat* »

Daniel Fortis

Sommaire

1. L'ÉCRITURE, UNE THÉRAPIE LIBÉRATRICE.....	
1.1 Mon chemin vers l'écriture.....	
1.2 Savoir d'où nous venons, pour savoir où nous allons.....	
2. THÈMES FONDAMENTAUX.....	
2.1 La religion.....	
2.2 La politique.....	
2.3 L'argent.....	
2.4 La science.....	
3. ENTRE OPINIONS ET COMLOTISME.....	
3.1 Mon éveil au doute.....	
3.2 La liberté d'expression.....	
3.3 Complotisme et vérité officielle.....	
4. MES PRISES DE POSITION ET MES COMBATS	
4.1 Sujets sensibles.....	
4.1.1 Le sionisme.....	
4.1.2 L'Algérie.....	
4.2 Sujets controversés.....	
4.2.1 Yougoslavie, une belle utopie sacrifiée.....	
4.2.2 Afghanistan.....	
4.2.3 Irak.....	
4.2.4 Palestine.....	
4.2.5 Iran.....	
4.2.6 Syrie.....	
4.2.7 Ukraine.....	
4.3 Sujets politiques.....	
4.3.1 Etats-Unis.....	
4.3.2 France, une démocratie. Vraiment ?.....	

5. RÉALITÉS D'AUJOURD'HUI ET ESPOIRS DE DEMAIN.....

5.1 La terrocratie.....

5.2 La dictature des GAFAM

5.3 La dictature sanitaire.....

5.4 Les espoirs de demain.....

L'écriture, une thérapie libératrice

1.1 Mon chemin vers l'écriture

Si mon professeur de français au collège Calvin m'avait prédit que j'éprouverais un besoin impérieux d'écrire plus tard, j'aurais pris cette prophétie pour une moquerie. Mes évaluations en la matière ne laissaient planer aucun doute sur mes aptitudes à l'écriture. Le fond était présent mais la forme était défailante. La communication orale et scripturale ne m'étant pas aisée, je me suis orienté vers les sciences et les chiffres. Ma profession d'ingénieur-architecte m'a passionné, sans pour autant éluder mon goût pour les questions sociétales.

En effet, il était une habitude à laquelle je ne dérogeais pas : la lecture de la presse. Chaque matin, les journaux « *La Suisse* », la *Tribune de Genève* et *Le Temps* m'apportaient à domicile mon petit théâtre de la comédie humaine. Dans un tsunami d'informations contradictoires et un chaos de prises de position, je faisais « mon marché » pour forger mon opinion.

En 1999, écoeuré par le simulacre de la conférence de Rambouillet, qui aurait pu amener la paix en Yougoslavie, j'ai été porté par une obligation morale de dénoncer la diabolisation et la mise au ban de la Serbie, malgré ses très grandes concessions. La campagne mensongère et partisane de la plupart des médias occidentaux, pour justifier la guerre du Kosovo, m'a révolté et m'a amené à écrire mes premiers articles.

A l'image de la démocratie directe suisse, notre presse écrite m'a donné l'opportunité de m'exprimer librement sur des sujets polémiques les plus divers. Je consacrais alors le samedi matin à l'ébauche d'écrits et le lundi j'envoyais l'article, après une relecture critique par mon épouse et par mes trois filles. J'en ai ainsi rédigé plus de trois cents à ce jour, tous archivés sur mon blog « *dfortis.ch* ». Je les ai rédigés non pas pour convaincre, mais pour apporter un éclairage différent de celui de la doxa. Certains ont aussi été écrits sous l'emprise de l'indignation et de la révolte, pour susciter des interrogations et une réaction de mes lecteurs.

J'ai envoyé mes articles aux courriers des lecteurs de divers journaux. La plupart ont été publiés dans la *Tribune de Genève* et *Le Temps*, ainsi que dans les hebdomadaires français *Le Figaro Magazine* et *Marianne*.

Cette compulsion à écrire sans y avoir été convié a interpellé la rédaction du *Temps* et m'a valu d'être auditionné par une de leurs journalistes. Le 14 janvier 2020, elle a publié un article sous le titre « *Les forçats du courrier des lecteurs* », qui analyse nos diverses motivations :

PIERRE, DANIEL, JUREK ET LES AUTRES, LES FORÇATS DU COURRIER DES LECTEURS

ILS NOUS ÉCRIVENT PARFOIS TOUTES LES SEMAINES, SUR TOUS LES SUJETS: GROS PLAN SUR NOS PLUMES FANATIQUES

Entre nous, affectueusement, on les a surnommés «les mords». Ceux de nos lecteurs qui nous écrivent souvent, très souvent, pour certains presque toutes les semaines. Pour critiquer (ou féliciter) Greta Thunberg, pour se plaindre d'une initiative, pour refaire le monde. Ils sont une petite dizaine, uniquement des hommes, plutôt âgés, dont des dénonciateurs inlassables des coquilles et fautes en tout genre, mais aussi des excités persuadés d'avoir la vérité, des solitaires en quête d'écoute, des extrémistes en quête de tribune, et aussi quelques figures juste originales, qui apprécient de donner leur avis. Leurs courriers sont presque toujours très bien écrits, et ils sont aussi presque toujours très polis.

DES ARTICLES, PAS DES LETTRES

«Je suis un créateur, j'ai besoin de m'exprimer», explique Pierre Alain, 75 ans, poète, artiste compositeur, et président de l'Académie romande – il est aussi correspondant de l'Académie française, qui le consulte quand il s'agit de picorer des helvétismes pour son dictionnaire. «Tout peut m'inspirer quand je lis Spinoza ou Voltaire, ou quand je mange une orange, et je me dis que quelqu'un

en profitera peut-être. J'avais lu qu'une femme battait son enfant dans le Valais, ça m'avait inspiré un article, peut-être pour qu'elle change.» Nos écrivains frénétiques n'écrivent pas des lettres mais des articles, dont leurs amis leur parlent, et qu'ils conservent quand ils ont l'heur d'être publiés. Ils ne

Fortis, 73 ans, bien connu à Genève où il a réhabilité un bon nombre d'immeubles, et dont la retraite est très active. Son premier article concernait le parking Saint-Antoine, en 1999, environ 350 ont suivi depuis, envoyés au *Temps* dont il est un fidèle abonné, mais aussi à la *Tribune de Genève*, et à d'autres

à son voisin abonné) mais aussi à la *Tribune de Genève* ou au *Mati Dimanche* pour commenter les articles qu'il lit, «par obligation morale intérieure, ce n'est pas par fierté individuelle»; d'ailleurs cela irrite sa famille pour qui c'est une perte de temps. S'il s'exprime c'est parce qu'il estime que certaines choses doivent être dites – «J'ai écrit sur cette banane scotchée à un mu qui s'est vendue 120 000 euros». Lire une tribune qui reprend ses idées peut lui suffire, même s'il rêve d'être publié plus souvent. Lui aussi conserve toutes ses archives.

Pour certains «mords», qui relatent leurs coups de foudre comme leurs coups de gueule, écrire au *Temps* est comparable à écrire leur journal intime. Quelle place ces plumes trouvent-elles dans notre titre? La suspicion accompagne toujours les écrivains compulsifs: comment avoir une opinion étayée, pertinente et originale sur tout et tout le temps? La quantité s'oppose le plus souvent à la qualité et à la légitimité. Sans préjuger de la qualité de ces missives, que nous lisons toujours, *Le Temps* juge sur pièces, au cas par cas.

«J'écris par obligation morale intérieure, ce n'est pas par fierté individuelle»

son pas tous abonnés au *Temps* et la plupart du temps envoient aussi leur production à la *Tribune de Genève*, voire au magazine de la Coop. Pierre Alain a déjà aussi écrit à l'occasion à Mikhaïl Gorbatchev, à Nicolas Sarkozy. «Je n'attends rien en retour de mes lettres. Je propose des messages.» Petite particularité dans le cas de ce chansonnier inscrit à ProLitteris (et qui se produit tous les mardis à Genève): il touche 2, 3 francs pour chaque lettre publiée, au titre du droit d'auteur.

Autre figure qui nous écrit beaucoup, l'ingénieur architecte Daniel

tires – comme en France à *Marianne* ou au *Figaro*. Montage de Timisoara, guerre au Kosovo, mensonges de Trump: Daniel Fortis reconnaît volontiers qu'il peut passer pour complotiste, avec ses messages «sans beaucoup de filtres» où il dénonce souvent «les instrumentalisation, le suivisme, les injustices». «J'écris pour moi, ça me libère», dit-il aussi. Toutes ses notes sont regroupées sur un blog qui lui sert de bibliothèque.

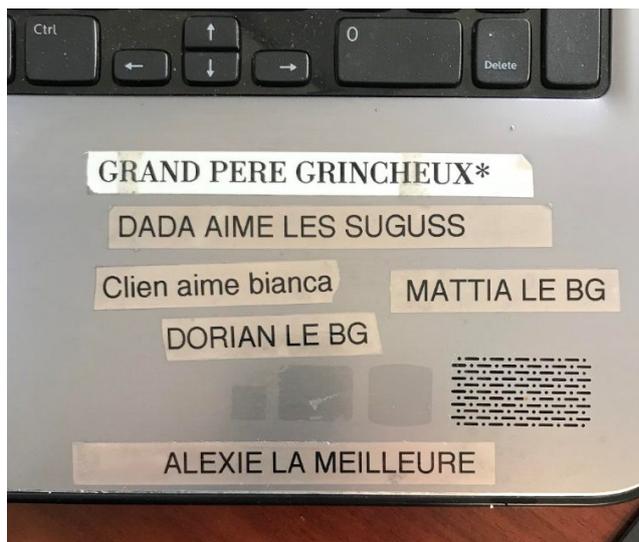
Jurek Estreicher aussi est Genevois. Cet informaticien écrit depuis quinze ans au *Temps* (qu'il lit grâce

CATHERINE FRAMMERY
@cframmary

Mon blog «dfortis.ch» comporte une introduction qui exprime mon refus de la manipulation :

Ce blog regroupe des articles qui pour la plupart ont été publiés dans les courriers des lecteurs de divers journaux : la Tribune de Genève, Le Temps, Le Figaro Magazine et Marianne. Les premiers articles datent de 1999, après l'intervention de l'OTAN au KOSOVO. Le premier objectif de bombardement de cette armée au service de l'Occident a été la télévision serbe. Sur le principe de « qui maîtrise l'information gagne la guerre », les médias occidentaux ont eu le champ libre de diffuser leur unique version. L'unilatéralisme de l'information et des commentaires, avec en parallèle la violence des images « orientées », développe chez moi un refus viscéral de la manipulation. Mes articles, peut-être véhéments, reflètent ce refus. Le parti pris qui s'en dégage ne doit être que le support à une vision décalée des événements. L'indifférence, l'acceptation d'informations formatées, ou le politiquement correct, sont des dangers pour nos sociétés.

Il serait malhonnête de ne pas reconnaître que ma graphomanie relève aussi d'une prétention intellectuelle. Mais, au-delà de celle-ci, je pense qu'il est important de transmettre à ceux qui nous suivent « de la matière à réflexion ». Cette transmission intergénérationnelle est aujourd'hui difficile. J'en ai fait l'expérience avec mes petits-enfants. Me considérant comme un grand-père trop sérieux, ils ont parsemé mon ordinateur de commentaires très personnels, dont les auteurs n'ont jamais été identifiés. La vérité sort toujours de la bouche des enfants.



L'irrévérence de mes petits-enfants

Avec les adultes, les réactions sont plus agressives. Lorsque vous écrivez, vous vous exposez inmanquablement aux critiques. Si vous exprimez une opinion contraire au consensus de la bien-pensance, vous prenez le risque de voir des personnes se détourner de vous. Ils sont légion ces moralistes, ces journalistes, ces experts qui vont vous clouer au pilori avec des amalgames à la moindre contestation de la doxa. Car chez ces gens-là, voyez-vous, il n'y a plus d'analyse, de synthèse, de nuances ; il n'existe plus que l'aveuglante lumière si douce et si confortable du politiquement correct. Accusé d'être islamiste ou islamophobe, d'être sémite ou antisémite, d'être communiste ou réactionnaire, vous devrez aussi vous défendre d'être un abominable complotiste. Vous êtes conduit à l'échafaud dans la même charrette que les complotistes obsessionnels et délirants qui pullulent sur le net. Vous êtes alors discrédité avant même de vous être exprimé. L'écriture me permet donc de m'opposer dans la nuance aux vérités toutes faites. C'est devenu mon adrénaline.

1.2 Savoir d'où nous venons, pour savoir où nous allons

Cette phrase de bon sens n'a aujourd'hui plus beaucoup de signification. Le monde va trop vite. Il nous faut des réponses et des réactions dans l'immédiat : consommer frénétiquement, communiquer compulsivement, se distraire avec des jeux virtuels, souscrire aux mirages technologiques et aux bitcoins. L'intelligence artificielle, impuissante face aux pandémies et au changement climatique, prétend nous conduire vers un monde meilleur. Or, elle ne sert qu'à contrôler nos vies au profit de nouvelles dictatures. Dans un contexte géopolitique anxieux, un e-monde se met en place pour régenter une humanité qui est incapable de se projeter au-delà de quelques décennies.

La jeunesse, porteuse d'avenir, n'a plus le temps d'écouter les anciens. Elle subit de plein fouet la fuite en avant vers la technologie et les réseaux sociaux. Face aux enjeux de la société, elle ne s'insurge plus, ne s'engage plus, ne se mobilise plus pour défendre des idéaux et son avenir. Elle se soumet au culte de la jouissance immédiate, du divertissement, du consumérisme compulsif et du narcissisme. Les nouveaux maîtres du monde, les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), contrôlent leur vie, leur cerveau et façonnent leur avenir. Cependant, l'Homme, pour maîtriser son avenir, s'est toujours tourné vers son passé. Il a mis en perspective les expériences antérieures et leur évolution pour orienter ses choix.

Je n'ai pas la prétention de savoir où nous allons. Malgré tout, à la lumière des expériences passées et de l'évolution de l'histoire, je pense que nous pouvons appréhender les orientations de notre futur.

Relativiser, contextualiser, proportionnaliser et mettre en perspective sont des démarches qui ne peuvent se faire qu'en prenant du recul sur les événements. Seul un regard vers le passé permet d'en avoir une vision globale. La focalisation sur le présent rend myope. Le traitement binaire d'une multitude de données par les nouveaux moyens informatiques nous égare et les algorithmes autogénérés par une intelligence artificielle nous asservissent.

La pandémie du COVID-19 donne une illustration de mes propos. L'instrumentalisation de la peur de la mort nous a amené à une dictature sanitaire noyautée par de gigantesques intérêts financiers et à une confiscation de toutes nos libertés. La mise en perspective des pandémies anciennes, beaucoup plus mortelles sur une population beaucoup plus jeune, aurait dû nous faire prendre du recul et nous amener à retrouver la raison. Les enseignements du passé ont été oubliés par les nouveaux maîtres de l'arrogant XXI^e siècle.

Chapitre 2

Thèmes fondamentaux

2.1 La religion

Né à Genève en 1946, j'ai été baptisé et élevé dans la religion catholique. De confession protestante, ma mère a accepté l'exigence de l'Église catholique qui contraignait les couples mixtes à élever leurs enfants dans la foi catholique. Tout en respectant les rites catholiques, elle a cependant toujours gardé sa sensibilité protestante en allant écouter le dimanche le pasteur Babel à la Cathédrale Saint-Pierre. Quant à mon père, sa relation à la religion était théorique. Il s'exonérait de toute pratique religieuse en considérant que son travail dominical remplaçait sa présence à l'église.

L'exemplarité parentale étant absente, mon éducation religieuse catholique a été chaotique et très personnelle. Cependant, j'ai fait ma première communion avec une certaine implication et sincérité.



Première communion en 1957

En 1960, alors jeune adolescent, un événement a mis à mal ma foi : le tremblement de terre d'Agadir. Les articles dans la presse m'ont confronté à la violence et à l'injustice de la mort. Traumatisé par des photos insoutenables, je suis allé à la messe pour trouver des réponses. Le sermon du prêtre m'a choqué. Après des formules de compassion et des appels à la prière, le prêtre a prononcé ces paroles : « Tout événement est la volonté de Dieu et nous donne un enseignement ». Cela m'a plongé dans une incompréhension la plus totale. L'image de la bonté infinie de Dieu a été remplacée par l'image d'un dieu tout-puissant insensible. Mon désarroi émotionnel d'adolescent est à l'origine de mon détachement de la religion.

Mon entrée au Collège Calvin m'a fait découvrir Pascal, Montesquieu, Diderot, Voltaire et Rousseau. Leur prise de distance avec la religion et leurs enseignements ont eu sur moi une influence importante. Il m'est apparu aussi que les institutions religieuses instrumentalisaient les textes bibliques et finissaient par être en contradiction avec les grands principes de l'Évangile.

J'admire cependant les paroles révolutionnaires d'un homme appelé Jésus-Christ. Pour l'époque, l'éloge du pacifisme, du partage, de la simplicité, de la compassion, et la condamnation de la cupidité et du désir de puissance étaient une provocation pour les autorités locales. La singularité de ce message d'humilité et d'amour s'est diffusée dans les couches modestes de la population. Face à son expansion, les autorités romaines ont été contraintes d'institutionnaliser le christianisme. Celui-ci a été par la suite dévoyé par ceux qui nous gouvernent. Aux Etats-Unis, les pro-armes, les « America First », les suprémacistes et les obsédés de l'argent remplissent les églises. Ils sont en totale contradiction avec les enseignements de l'Évangile, mais concluent tous leurs discours avec un « God bless America ».

Le monothéisme inventé par la Tora, repris par la Bible et le Coran, a été une catastrophe pour l'humanité. Il a engendré l'absurde notion du Bien et du Mal, et justifié les pires massacres au nom de Dieu. Le monde s'est ainsi détourné des enseignements originels et de l'ordonnance de la Nature et a rejoint le dogmatisme. Il est maintenant obsédé par la croissance, la productivité, le consumérisme, le narcissisme et l'avidité. Déconnectées de la réalité, les religions n'ont plus de ligne directrice et sont inaudibles devant les catastrophes environnementales, sociétales et sanitaires. Elles sont devenues des refuges identitaires et sectaires. Les signes de croix des sportifs me sont insupportables et les revendications territoriales au nom d'une religion sont effroyables. Nous sommes seulement des dépositaires de territoires au gré des aléas politiques, climatiques et sanitaires.

Le dogmatisme a pollué les religions : les évangélistes avec leur rigorisme et leur sectarisme, les sionistes avec leur Grand Israël, les islamistes avec leur charia et leurs fatwas. Ces dérives sont à l'origine du triste spectacle de la ville de Jérusalem en proie à la violence, à la haine, et quadrillée par une présence policière et militaire omniprésente. Quel contre-exemple de l'enseignement du Christ !

La religion a cependant sa place dans le monde si elle respecte l'Autre et reste dans la sphère privée. Elle peut apporter le réconfort et la solidarité autour de ses valeurs culturelles et traditionnelles. Elle

peut livrer un message de sagesse dans les affaires publiques, comme en témoignent les prises de position inspirantes et courageuses du pape François au début de sa mission.

Un pays a eu une influence sur ma perception de la condition humaine : l'Inde. Deux voyages (Kerala en 2005 et Rajasthan en 2011) m'y ont fait découvrir un monde contrasté, contradictoire, excessif, révoltant, et sublime à la fois. Dans cette tempête sensorielle, notre conscience et nos valeurs sont bouleversées. Les Indiens nous donnent une leçon de philosophie où se mêlent l'acceptation, la tolérance et la sagesse.

L'extrait suivant, d'un texte écrit pendant mon voyage au Kerala, traduit mes impressions à chaud :

« Inde, pays de tous les superlatifs, de tous les contrastes et de toutes les contradictions. Rien n'y est banal, insignifiant ou médiocre. La normalité de nos valeurs est ici complètement bouleversée. Comme lors d'une séance d'ayurvéda, notre corps et notre tête sont massés, frottés ou frappés sans ménagement entre bien-être et souffrance. Nous en sortons sonnés mais sereins.

La succession d'images et d'ambiances, où se mêlent bonheur et souffrance, submerge notre conscience à tel point que le trop-plein se déverse dans notre inconscient. Des nuits agitées restituent dans des rêves délirants cette surabondance de ressentis. Malgré le foisonnement incohérent des images, les scènes de la vie quotidienne obéissent à une ordonnance où chaque personne et chaque chose ont un sens. Des hommes marchent le long des routes sans but apparent, des véhicules poussifs et vétustes circulent dans un flux tortueux et bruyant mais laminaire, des enfants au sourire radieux manifestent leur exubérance, les femmes aux saris de couleurs flamboyantes cheminent avec une démarche princière à côté de mendiants dans une déchéance extrême, et des vaches regardent placidement les agitations de la foule. La vie s'écoule simplement, sans agressivité et sans compétition. La circulation, avec ses dépassements effectués dans des conditions périlleuses, devient une sorte de ballet accompagné par un concert de klaxons à la signification très précise. Aucun agent de circulation, aucune priorité, aucune agressivité, aucun vroum-vroum d'excités machos, mais l'attention, le respect de l'autre et une vitesse modérée pour réagir en toutes circonstances. Ce pays souffle le « chaud et le froid » sans transition. La splendeur du Taj Mahal ou la pureté et la luxuriance des paysages du Kerala contrastent avec la laideur, la pollution et l'extrême inhumanité des mégalo-poles. L'Inde illustre à la fois la grandeur et la fragilité de notre condition humaine. »

Depuis quelques années malheureusement, des dérives modernistes, matérialistes, venues de l'Occident, ainsi que des mouvements identitaires hindouistes, menacent la fragile cohabitation des diverses cultures et religions de ce pays.

De toutes ces expériences, j'ai dessiné les contours de ma « religion ». Je crois en une Ordonnance Divine de la Nature et du Vivant avec des personnalités et des événements qui nous transcendent et qui nous livrent des messages.

2.2 La politique

Ma famille n'a jamais adhéré à un parti, à une association ou à un mouvement. Par pragmatisme, mon père votait pour le parti radical. C'était un centre-droit défenseur des entreprises et des commerces. Comme lui, je n'ai jamais eu de convictions politiques établies tout en étant de sensibilité de droite.

Lorsque j'étais étudiant à l'école polytechnique fédérale de Zurich, j'étais souvent en contradiction avec mes colocataires sur le mouvement de mai 68. Cela donnait lieu à des discussions animées. Je pensais que les Américains défendaient la liberté au Vietnam ! Quelle naïveté ! J'ai heureusement évolué. La chute du mur de Berlin en 1989 a été un événement clef. Dans un premier temps, je me suis réjoui de cette avancée de la démocratie après l'échec du communisme. Puis, je me suis aperçu que cette victoire du monde soi-disant libre était confisquée par le capitalisme triomphant et que l'argent devenait une nouvelle dictature. L'URSS a été démantelée, dépecée et pillée. Les valeurs sociales et égalitaires sont devenues obsolètes. Sans rival, l'Occident a imposé ses dogmes : mondialisation, productivité, rentabilité et consumérisme. Son arrogance m'a heurté et j'ai éprouvé le besoin de dénoncer cette occidentalisation du monde et de ses dérives au nom du Bien. Un très grand nombre de mes articles traite de l'impérialisme, qu'il soit américain, chinois, russe, sioniste ou financier.

Mon orientation politique a évolué avec l'âge. Ma sensibilité droitiste d'étudiant s'est progressivement teintée de social, à l'inverse des soixante-huitards. La défense de mes intérêts ne dicte pas mes votes. Dans les milieux que je fréquente, mes choix me valent des reproches de trahison et de boboïsme. Si je suis sensible aux valeurs humanistes, environnementales, de justice sociale et de partage, je m'insurge contre l'état d'esprit de ceux qui revendiquent systématiquement des droits sans reconnaître leurs devoirs et qui donnent des leçons de wokisme. Le principe du « Y a qu'à », les excès normatifs et réglementaires, les chantages à la sécurité et les entraves bureaucratiques à l'action m'ont poussé à écrire des articles virulents. L'hypertrophie du fonctionariat et la spirale des dépenses publiques sont des poisons. L'assistanat étatique qui en résulte est délétère, tant pour les bénéficiaires qui se sentent dévalorisés que pour les autres qui ont le sentiment d'être exploités. Pour contrer cette situation, je suis partisan de la rigueur d'un pouvoir exécutif de droite. En France, les cohabitations entre la gauche et la droite de l'ère Mitterrand ont été des périodes calmes. La confrontation idéologique dans le respect amène le bon sens. La seule fois où j'ai fait du militantisme actif, c'était lors de l'agression américaine en Irak en 2003. J'ai confectionné des banderoles et placé celles-ci sur les échafaudages de mon chantier.



2.3 L'argent

Comme une personne qui n'a jamais eu faim ne peut pas parler de la faim, une personne qui n'est pas confrontée aux fins de mois difficiles ne peut pas parler d'argent. J'en suis conscient et je me garde de faire des théories. Cependant, je souhaite évoquer le parcours de ma famille.

Avec le principe qu'« un sou est un sou », et au prix de privations, mon grand-père et mon père ont acquis une certaine aisance financière. L'argent était leur moteur ; non pas pour posséder ou consommer davantage, mais pour s'affirmer dans la réussite. La précarité de la vie de leurs ancêtres les avait motivés à obtenir une sécurité et un statut social. Ce sentiment se révélait dans le plaisir qu'ils avaient à retourner chaque année dans le village de leurs origines à Pratolungo en Italie. Lors de la fête de la Madone, l'église du village organisait une vente aux enchères de biscuits appelés « fugascina », fabriqués par les villageois. La jouissance de pouvoir enchérir comme des « riches » était leur revanche sur le destin et la confirmation qu'ils avaient fait le bon choix d'émigrer. Mis à part ces modestes démonstrations d'un orgueil simpliste, ils n'ont jamais ostensiblement affiché leur réussite.

Né dans une famille « privilégiée » aux origines modestes, je me suis toujours efforcé de mettre en parallèle le prix de toute chose avec le salaire de la majorité de la population. Cela m'a amené à considérer le luxe comme indécent et provocateur.

Loin des théories collectivistes, communistes et égalitaristes, je prône la mise en place d'ascenseurs sociaux pour ne pas sombrer dans un assistanat destructeur. Je fais une distinction très nette entre l'argent acquis par le travail, ou une activité commerciale, et celui acquis par le commerce de l'argent dans le grand Monopoly de la finance.

Je rejoins sur ce point la vision coranique liée à l'argent. Sans être prohibé, l'argent acquis par le commerce de l'argent doit être purifié par une rétrocession à des actions sociales et des impôts (zakat). Aujourd'hui, c'est exactement le contraire. Echappant à toute fiscalité, la finance, complètement déconnectée de l'économie, est devenue un monstre inféodé au profit immédiat.

Pourtant, dans son concept d'origine, la finance était liée à l'économie et permettait à celle-ci de prospérer. Mes promotions n'auraient pas été possibles sans des prêts bancaires. Ceux-ci servaient une entreprise dans laquelle j'apportais ma plus-value à travers mon travail. La pure spéculation immobilière ne m'a jamais intéressé.

Actuellement, la spéculation revêt un aspect encore plus délétère. Elle se porte sur des produits fictifs comme le bitcoin, dont le cours fluctue au gré des manipulations et des annonces, et qui sert de monnaie de paiement à des voyous. La finance s'est aussi adaptée opportunément, avec des profits indécents, à tous les événements dramatiques, qu'ils soient militaires, politiques, sanitaires ou environnementaux. La bourse a ainsi salué par des hausses spectaculaires l'entrée en guerre en Afghanistan et en Irak, les attentats de *Charlie Hebdo* et l'élection de Donald J. Trump. Elle a fait ses meilleures performances alors que toute l'économie mondiale était mise à terre par le coronavirus. Elle est allée jusqu'à proposer un portefeuille d'actions uniquement composé de produits liés aux basses addictions : armes, jeux, pornographie et tabac. Ce monstre de la finance, désormais « too big to fail », suscite chez moi un vif rejet. Certains de mes articles traduisent ma révolte contre l'asservissement du monde à la toute-puissance de l'argent.

2.4 La science

Ombres et lumières de la science

Mon orientation vers les sciences n'a jamais été remise en cause. A l'école polytechnique fédérale de Zurich en 1966, ma vision du monde scientifique était simpliste. Les sciences participaient au progrès de l'Homme. A cette époque, les préoccupations environnementales étaient absentes et l'informatique n'en était qu'à ses balbutiements. Nous anticipions cependant le fulgurant développement des ordinateurs qui allaient révolutionner nos vies.

Au fil des années, j'ai pris conscience que ces avancées servaient principalement des buts productivistes et de rentabilité. Notre avidité et notre consumérisme nous ont amenés à considérer que nous pouvions exploiter notre Terre à notre convenance et sans aucune limite. Nous avons oublié que nous n'y sommes que des « locataires » durant notre court séjour. La Nature nous envoie constamment des avertissements et des signaux de détresse. Mais les seules réponses de nos gouvernements sont des grands discours. Le monde économique et financier, dans son obsession de croissance, de productivité et de rentabilité, s'oppose à tout changement pour préserver son « business as usual ».

La planète souffre, mais le monde scientifique et économique montre peu d'empressement à s'investir dans la préservation de notre espace vital. La conquête spatiale, la recherche fondamentale, les gadgets informatiques et le développement de l'intelligence artificielle sont beaucoup plus « sexy » et exercent une véritable fascination sur les nouvelles générations.

La dépendance de la science

La science est de plus en plus l'affaire de grands laboratoires et de grandes structures nécessitant d'énormes capitaux. Les actionnaires de ces sociétés attendent un retour sur leurs investissements. La science, sous cette pression, est prête à « adapter » ses résultats pour satisfaire ses mandataires. La pandémie du coronavirus a été le théâtre de la plus grande cacophonie de déclarations d'experts scientifiques. Nous avons entendu tout et son contraire, pour conforter le dogme du vaccin.

L'instrumentalisation de la science

Nos autorités s'appuient sur des rapports soi-disant scientifiques pour imposer de nouvelles règles. Celles-ci sont souvent à géométrie variable : très rigoureuses et contraignantes pour le citoyen (règles de circulation, limitations, confinement, vaccination, sécurité), mais très complaisantes pour les acteurs économiques, financiers et industriels (limitation du CO2, antennes 5G, homologation des vaccins, marchandisation de l'espace).

Hyperpuissance et impuissance

La science asservie aux géants du Web (GAFAM), à l'intelligence artificielle et aux délires de quelques milliardaires mégalomanes, tel Elon Musk, pour ne citer que lui, nous donne l'illusion que la science est toute-puissante. J'en veux pour exemple l'incendie de la cathédrale de Notre-Dame de Paris en 2019 qui, comme au Moyen Age, a détruit sa charpente en une heure, sans que les pompiers, avec leur matériel moderne, n'aient pu seulement ralentir sa progression. Face à une simple manifestation d'un phénomène naturel, notre science et notre technologie ont été totalement impuissantes. A méditer pour ceux qui pensent que la science trouvera toujours des solutions au réchauffement climatique.

La recherche fondamentale, une priorité ?

Sans dénigrer la recherche fondamentale dont le CERN à Genève est un fleuron, il convient de placer cette recherche dans le contexte des priorités. La connaissance de la particule de la particule de la particule, qui a existé pendant un milliardième de seconde après le Big Bang, est-elle essentielle pour l'humanité ? Cette quête obsessionnelle de nos origines devient de la métaphysique. Comme la flèche qui n'atteint jamais sa cible parce que l'on peut toujours diviser par deux la distance qu'il reste à parcourir (Platon), la recherche de la particule ultime butte sur le mystère de la création. Celui-ci pousse un grand nombre de scientifiques à devenir des croyants en une force divine. Quelle régression ! Cette quête sans fin monopolise des budgets pharaoniques pour la construction d'accélérateurs et l'entretien de scientifiques « fonctionnarisés » qui font joujou avec des instruments qu'ils jugent toujours dépassés. N'ont-ils pas réclamé la construction d'un nouvel accélérateur à 100 milliards de francs qui passerait sous le Salève après avoir traversé le lac ?

Une autre traversée de la rade...

Lettre du jour

Conches, 10 février. Votre journal nous a révélé le nouveau projet des physiciens du CERN: un anneau en tunnel de cent kilomètres nommé FCC (Futur Collisionneur circulaire) partant de Meyrin et contournant le Salève (voir «Tribune de Genève» du 7 février) avec, au passage, ce que les Genevois réclament depuis cinquante ans: une traversée de la rade.

Ainsi, les neutrinos et les bosons pourraient avoir leur traversée de la rade avant les Genevois. Pourtant, nous venons de dépenser six milliards pour le LHC (Grand Collisionneur de hadrons, actuellement à l'arrêt jusqu'en 2015) pour faire une démonstration quasi métaphysique de l'existence du boson de Higgs.

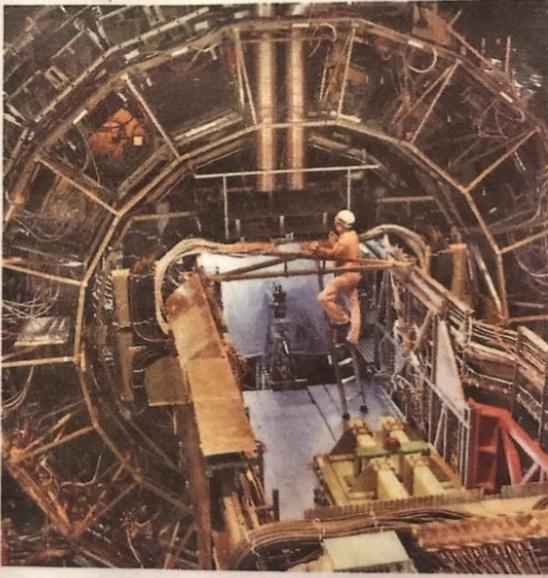
Mais ce collisionneur ne suffit pas à ces scientifiques. Ils sont prêts à inventer une nouvelle théorie des particules pour justifier les coûts pharaoniques de leur nouveau «joujou».

Sans vouloir dénigrer la recherche fondamentale, il faut établir des priorités dans la recherche.

La dégradation de notre environnement et les dérèglements climatiques de notre planète ne devraient-ils pas être les priorités de la recherche?

En effet, que dirons-nous à nos petits-enfants lorsqu'ils nous demanderont: «Qu'avez-vous fait au début du siècle pour sauvegarder la planète?» Nous leur répondrons que nous construisions des supercollisionneurs pour découvrir l'ultime particule.

Daniel Fortis



Article publié dans la *Tribune de Genève* du 10 février 2010

La recherche sur le Big Bang, qui s'est produit il y a quelques milliards d'années, peut attendre et laisser la place à la recherche sur le Big Bang climatique qui nous menace dans l'immédiat. Nous devons éviter que nos descendants nous posent un jour la question : « Qu'avez-vous fait à votre époque pour sauver la planète ? » Oserions-nous leur répondre que nous recherchions plutôt la « particule ultime » ?

Mon « problème » avec la lune

Un petit mensonge pour la NASA, un grand mensonge pour l'humanité

En 1957, l'aventure spatiale commençait avec la mise en orbite par les Russes d'une sphère métallique de 58 centimètres de diamètre, le fameux *Sputnik*. Pendant douze ans, les Russes et les Américains ont rivalisé dans des missions « sauts de puce » à moins de 400 kilomètres de la terre et dans le lancement de quelques sondes lunaires. Et puis, sorti de nulle part, arriva L'EXPLOIT.

Le 15 juillet 1969, des milliers de journalistes du monde entier assistèrent au décollage de la fusée *Saturn*. Ils avaient été invités, tous frais payés pendant une semaine par la NASA, pour témoigner de l'exploit futur. La fusée emportait trois engins autonomes, chacun ayant son système de propulsion et son système de survie pour les trois astronautes. Le module, le LEM et la capsule devaient procéder à de nombreuses manœuvres de séparation, d'arrimage, d'alunissage et d'amerrissage, au gré des différentes mises en orbite.

Le 21 juillet 1969, j'avais 23 ans. Etudiant de troisième année de l'école polytechnique fédérale de Zurich, j'attendais fiévreusement les images de l'alunissage du LEM d'Apollo 11 et les premiers pas de l'Homme sur la lune. Ce soir-là, je me trouvais dans une ferme française transformée en boîte de nuit, près de la douane de Douvaine. A deux heures du matin, nous nous sommes tous réunis autour d'une télévision pour vivre un moment exceptionnel pour l'humanité. Cependant, je ne me souviens pas d'un débordement d'enthousiasme en relation avec l'événement. La NASA nous avait tellement préparés à cet événement et notre foi dans le progrès était telle, que cet exploit fabuleux nous a paru s'inscrire dans une suite logique. A ce moment-là, cette normalité n'a pas éveillé en moi le moindre doute d'autant plus que les sept missions suivantes se sont déroulées dans un esprit de routine et de grande maîtrise technique. Celle-ci était telle que l'un des astronautes d'Apollo 14 a même joué au golf sur la lune.

Avec le recul, une question m'a interpellé : comment la mission Apollo 11 a-t-elle pu faire l'objet d'une telle campagne médiatique alors qu'elle était une « première », jugée par les ingénieurs comme étant risquée à 50% ? Avec un pourcentage de réussite si faible, la NASA a exposé les Etats-Unis à un risque dévastateur pour son image. De plus, après cet exploit unique, la NASA aurait dû profiter de son avance technologique pour exploiter l'immense potentiel de la lune. Au lieu de cela, elle s'est contentée de missions insignifiantes dans la « banlieue de la terre ».

Les destinées des principaux acteurs de cette épopée lunaire interpellent également. Après leur exploit et leur mise en quarantaine, les trois astronautes Neil Armstrong, Buzz Aldrin et Michael Collins ont défilé en héros aux quatre coins du monde pendant une année. A l'issue de cette campagne de promotion de la technologie américaine, ils sont retournés discrètement dans leur foyer et ont succombé à l'alcool et à la dépression. Concernant les astronautes des sept opérations suivantes, l'histoire n'a pas retenu leur nom. Pourtant ils ont connu une expérience extraterrestre transcendante. Comment ne se sont-ils pas senti dépositaires d'un message à l'adresse des Terriens et pourquoi n'ont-ils pas éprouvé le besoin de communiquer par des livres et des conférences leur fabuleuse et mythique expérience ?

Ces destinées ternes sont à l'opposé de celles de personnages comme Charles Lindbergh (traversée de l'Atlantique) ou Youri Gagarine (premier homme dans l'espace), qui ont connu une notoriété universelle jusqu'à la fin de leur vie. Après Apollo 17, la dernière mission en 1972, le brutal et inexplicable renoncement de la NASA à exploiter l'immense potentiel de la lune et la mise au placard du principal et essentiel artisan de cet exploit, le génial concepteur de fusées Werner von Braun, sont inexplicables. Quelques années plus tard, lors d'un jeu télévisé, à la question « Quel est le nom du premier homme qui a marché sur la lune ? », un participant a répondu : Youri Gagarine ! A ce moment-là, j'ai été complètement abasourdi. Comment pouvait-on oublier le héros d'un exploit sans commune mesure avec n'importe quel autre événement ? Qui a oublié le nom de Christophe Colomb ? Personne. La découverte de l'Amérique en 1492 a suscité un tel enthousiasme que 50 ans après tout le continent était colonisé. Si on fait une analogie avec la lune, 50 ans après la dernière mission lunaire, les scientifiques américains expérimentent des combinaisons pour tenter de retourner sur la lune !!! D'année en année, le retour sur la lune est repoussé, malgré l'incommensurable progrès de toutes nos technologies.

En 1990, j'ai acheté au marché aux puces de Plainpalais un exemplaire de l'hebdomadaire *Paris-Match* du 6 août 1969, avec les photos des premiers pas de l'Homme sur la lune. Quinze jours après le fabuleux exploit, la NASA avait diffusé ces photos aux rédactions des journaux du monde entier. La Une de *Paris-Match* était consacrée à la photo de Buzz Aldrin prise par Neil Armstrong. Mais, à la fin du magazine, une publicité pleine page du tourne-disque Teppaz vantait sa modernité et sa technicité. Souvenez-vous, il pesait plusieurs kilos et son bras articulé décryptait les sons dans les sillons d'un disque avec six morceaux par face ! Comment, avec des technologies aussi rudimentaires et une informatique balbutiante, les ingénieurs de la NASA avaient-ils pu réaliser le prodigieux exploit d'Apollo 11 ? Aujourd'hui, ils peinent à rééditer une mission lunaire alors que, symboliquement, le tourne-disque a été remplacé par l'iPod de quelques dizaines de grammes permettant d'écouter parfaitement des milliers de morceaux de musique.

La conjonction de toutes ces incohérences m'a interpellé. Mon incapacité de mettre cette épopée lunaire de 1969 à 1972 dans un contexte intelligible a fait basculer ma perplexité vers l'incompréhension et le doute.

Mon scepticisme est à l'origine de nombreux de mes articles. Le 20 juillet 2019, pour marquer les 50 ans des premiers pas de Neil Armstrong sur la lune, la *Tribune de Genève*, dont je salue le courage, m'a fait l'honneur de la lettre du jour : « *La Lune, entre perplexité et doute* ». Elle aurait pu aussi s'intituler « *Un petit mensonge pour la NASA, un grand mensonge pour l'humanité* » :

La Lune, entre perplexité et doute

Lettre du jour

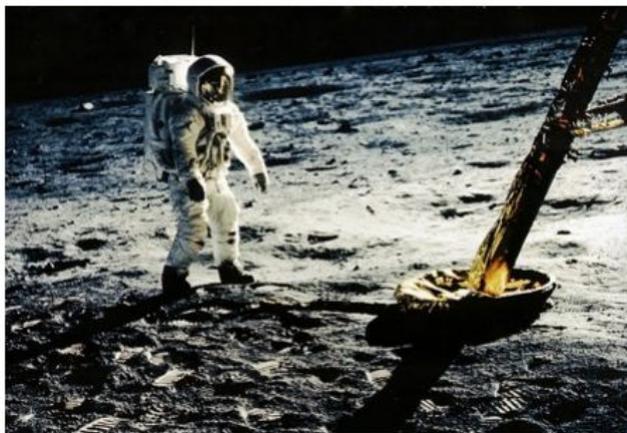
Conches, 15 juillet L'odyssée mythique de la conquête lunaire ne ressemble à aucun autre événement de l'histoire de l'humanité.

En 1492, Christophe Colomb découvre les Amériques, qui sont immédiatement colonisées et pillées.

Entre 1969 et 1972, les sept missions Apollo n'ont laissé sur la Lune que des drapeaux, des voitures et des cannes de golf! Et depuis 47 ans, la NASA n'a jamais exploité l'énorme potentiel de la Lune. Étrange.

En 1953, Hillary et Tenzing font l'ascension de l'Everest. Aujourd'hui, celle-ci est tellement banale que des centaines d'alpinistes se suivent sur l'arête sommitale.

Pour la Lune, aucune autre expédition n'a été entreprise malgré



les incroyables avancées informatiques et technologiques. Étrange.

En 1961, Iouri Gagarine fait une rotation autour de la Terre et acquiert une notoriété mondiale. Les cosmonautes américains, quant à eux, disparaissent de la

scène publique. Armstrong se terre dans une obscure banlieue américaine. Aldrin et Collins sombrent dans l'alcool et la dépression. Wernher von Braun, le père de la fusée *Saturn*, quitte la NASA et tombe dans l'oubli. Quant aux

autres marcheurs lunaires, ils fuient les médias. Pourquoi ne partagent-ils pas leur fabuleuse expérience?

Leur discrétion tranche avec le tapage médiatique que la NASA a organisé le 15 juillet 1969 pour le décollage vers la Lune. Des milliers de journalistes ont été invités pour relayer l'événement. Comment la NASA pouvait-elle être sûre de la réussite d'une expédition jamais réalisée, complexe et avec un risque de 50/50? Étrange.

Ces incohérences historiques s'ajoutent aux invraisemblables photos de la NASA. Les «debunkers» (défenseurs de la version officielle) sont incapables de dissiper le doute et dénoncent un complotisme.

Cependant, lorsque nous irons prochainement sur la Lune, la perplexité et le doute actuel risquent d'être légitimés.

Daniel Fortis

Un demi-siècle après les premiers pas de l'Homme sur la lune, l'agence spatiale américaine paraît avoir tellement « perdu son expertise » qu'elle délègue à des entreprises privées le soin de « retourner » sur la lune. Dorénavant, elle se concentre sur l'exploration du système solaire et toutes sortes de cailloux, comètes, astéroïdes et autres. Toutes ces missions sont d'une sophistication incroyable, « authentifiées » par un grand nombre de magnifiques images et vidéos virtuelles. Quant aux rares images sur site, elles sont d'une très basse résolution et pourraient avoir été prises dans n'importe quel désert de l'Arizona. Ces mises en scène nous infantilisent jusqu'à nous laisser croire que d'autres planètes pourraient servir de refuge à la vie terrestre. Quelle fatuité et quelle bêtise !

La marchandisation de l'espace

Les acteurs privés se lancent dans la marchandisation de l'espace, de façon pragmatique et purement vénale, sans se préoccuper des conséquences et des pollutions qui en découleront. Tourisme spatial pour milliardaires, saturation des orbites avec l'envoi de dizaines de milliers de satellites, mise en orbite d'une voiture Tesla à des fins de publicité. Au secours, on nous vole notre ciel !

Courrier des lecteurs

La marchandisation de l'espace

Lettre du jour

Conches, 2 août L'éditorial de la «Tribune de Genève» du 31 juillet est consacré à l'actuelle mission de la société Space X. L'envoi de deux hommes dans une station spatiale y est présenté comme un exploit et une révolution dans la course à l'espace alors que cette opération a été réalisée des centaines de fois depuis plusieurs décennies. Votre éditorialiste se réjouit de l'ouverture à la concurrence d'entreprises privées dans la conquête spatiale et des prix low cost qui permettront à des élites riches de s'offrir un baptême de l'espace à 250'000 dollars pour soigner leur ego.

En l'absence de toute réglementation et de toute éthique responsable, de puissantes sociétés s'approprient notre espace commun. Elon Musk, avec l'accord de l'administration américaine, ne s'est-il pas arrogé le droit de polluer notre ciel avec des dizaines de milliers de satellites pour étendre le réseau internet sur toute la planète et permettre la surveillance et le contrôle de nos vies?

Il est urgent de se doter d'une charte internationale de l'espace pour éviter la mainmise irresponsable de quelques pays impérialistes. À défaut de règles, l'espace sera livré à l'avidité, à l'affrontement et à la pollution. Il sera coté en Bourse pour offrir aux spéculateurs un terrain de jeu rémunérateur.

Ces aspects ne semblent pas préoccuper votre éditorialiste. Il fait l'apologie de la marchandisation de l'espace et de la technologie qui sert de mirage à ceux qui considèrent que l'homme est tout-puissant.

Il oublie qu'aujourd'hui la science est totalement impuissante à enrayer l'emballement climatique en Sibérie, qui a enregistré cet été une température de 38 degrés.

Les hommes feraient mieux de garder les pieds sur terre en s'investissant dans la sauvegarde de celle-ci et en se détournant du miroir aux alouettes des marchands de lunes.

Daniel Fortis



Tribune de Genève du 2 août 2020

La politisation de la science

La science est souvent appelée à conforter des décisions politiques. Avec des pseudo-experts ou des journaliste ignares et complaisants, nos chaînes et nos antennes sont monopolisées par des propos à sens unique. Des chiffres sont présentés en pâture, hors contexte, sans analyse et sans recul pour soutenir la version officielle. La pandémie de COVID-19 nous a offert un exemple magistral de la plus grande cacophonie et incohérence des soi-disant scientifiques dans leurs directives sanitaires. J'ai écrit huit articles sur cette pandémie et j'ai tenté de garder la raison dans cet imbroglio sociétal pendant lequel le gouvernement sanctionnait une personne sans masque dans l'espace public, mais autorisait dans le même temps soixante mille personnes à chanter, à vociférer et à s'embrasser dans le stade de Wembley pour la finale de l'Euro 2020.

Hystérisation sécuritaire des scientifiques

Pour d'obscures raisons, la science se prête aussi quelquefois à des hystérisations sécuritaires. La chasse à l'amiante a pris des dimensions délirantes, tout comme la diabolisation des fumeurs dans la rue, alors que les voitures polluent impunément sans commune mesure. Et que dire de l'interdiction absurde, en 2014, de tous les vols dans l'espace aérien en Europe et en Afrique du Nord, pendant une semaine, à la suite d'une éruption d'un volcan en Islande ? Ce sont des exemples de mesures disproportionnées que les gens acceptent en dehors de tout bon sens. J'ai dénoncé dans un article le clouage au sol de tous les avions à cause du volcan islandais.

Extrait de « Délires sécuritaires » (Tribune de Genève, 18.04.2014) :

« Alors que des centaines de volcans à cet instant même expulsent des cendres volcaniques aux quatre coins du monde, un petit volcan islandais sème la panique en Europe et cloue au sol tous les avions (...). A l'origine de ce délire sécuritaire, la menace de répétition du seul incident répertorié il y a 14 ans (qui n'a fait aucune victime) : les réacteurs d'un avion s'étaient éteints en traversant un nuage volcanique. La densité de particules volcaniques qu'il a traversées devait être 50'000 fois plus importante que la densité disséminée sur les 10'000'000 km² de l'Europe (...). Cette hystérie sécuritaire pose des questions. Qui a décidé en premier l'interdiction de vol ? Sur la base de quelle norme et de quels prélèvements ? Où sont les rapports d'expertise (réalisés en l'espace de quelques heures) ? Pourquoi, sur des bases aussi aléatoires et ténues, tous les aéroports ont fermé les uns après les autres ? Qu'en est-il de la cohabitation des avions et des oiseaux responsables d'un très grand nombre de catastrophes aériennes ? Et, enfin, à qui profite ce délire sécuritaire ? »

Certains articles me valent des réactions épistolaires très diverses. Elogieuses ou acerbes, elles me confirment que mes propos ne laissent pas indifférent. Je remercie les personnes qui ont pris du temps pour me répondre. Traité d'illuminé, je ne résiste pas au plaisir de partager une de ces réactions :

Toutes ces compagnies de transport aérien se sont misérablement trompées sur les dangers des poussières volcaniques. Comment se fait-il qu'aucune d'entre elles n'ait pris conseil après de M. Daniel Fortis qui semble en connaître un rayon sur ce sujet. Que de désagréments eussent été évités. Plus fortiche que Madame Irma ce Daniel Fortis. Il suffit de lui demander et on saura au jour près quand les volcans entreront en éruption et la quantité de rejets qu'ils expédieront dans l'atmosphère. Il résulte de ces considérations qu'il convient de consulter M. Fortis avant d'ouvrir une ligne aérienne sûre sans s'embarrasser d'autres considérations. Les pilotes ne connaissant rien à tout ça il est recommandé de les tenir à l'écart des décisions. Pour voyager à bon marché et en toute sécurité c'est Fortis qu'il faut consulter. Quant à cette pauvre Madame Irma contrainte de mettre sa boule de cristal au placard nous lui suggérons d'ouvrir une ligne de téléphone érotique bien pénarde et loin des turbulences atmosphériques.



La dictature du risque zéro

Une pratique venant d'outre-Atlantique envahit notre système judiciaire : la recherche à tout prix de responsables pour n'importe quel aléa de la vie. Des procédures initiées par des avocats vénaux permettent d'obtenir des dédommagements avec des sommes d'argent indécentes. Tout est bon pour incriminer un quelconque responsable. La disproportion entre les sanctions et les faits avérés amène nos responsables à adopter la politique « ceinture et bretelles ». Pour échapper à toute poursuite, ils prennent des mesures de sécurité toujours plus radicales, quitte à ce qu'elles soient totalement absurdes. Dans cette dictature sécuritaire, la quête effrénée du risque zéro nous fait perdre le bon sens et la mesure.



Les pièges de l'apparence scientifique

Les quatre exemples suivants démontrent qu'il faut se montrer prudent sur des conclusions trop hâtives. Des faits apparemment scientifiques peuvent être trompeurs.

Intuition trompeuse : Le ruban autour de la Terre

Si on entourait notre Terre d'un ruban, tel un œuf de Pâques, il mesurerait 40'000 km, soit 40'000'000 m. Si on rallongait ce même ruban de 1 mètre, soit 40'000'001 m, à quelle distance du sol devrions-nous le tenir pour qu'il soit tendu ? 1.5 millième de millimètre, 1.5 dixième de millimètre ou 15 centimètres ?

Réponse : 15 centimètres, car la circonférence est proportionnelle au rayon avec la formule $Circonférence = 2 \times \text{Pi} \times \text{Rayon}$.

Statistique trompeuse : La fréquence des trains entre Genève et Lausanne

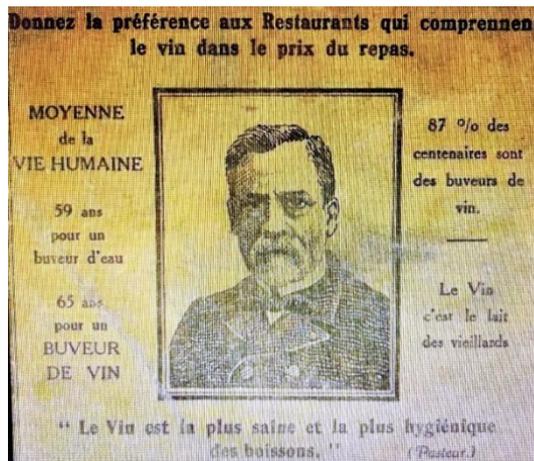
Un retraité nyonnais promène chaque jour son chien, à n'importe quelle heure de la journée, sans aucune régularité. Son chemin passe par un pont au-dessus de la voie de chemin de fer de la ligne à double sens entre Genève et Lausanne. Systématiquement, il s'arrête sur le pont et attend le passage d'un train. Dès qu'il en voit un, il note sur un cahier la direction de celui-ci (Genève ou Lausanne) et part aussitôt. A la fin de l'année, il fait le décompte et s'aperçoit qu'il y a cinq fois plus de trains dans

le sens Genève-Lausanne que dans le sens inverse. Sachant que le retraité fait ses observations de façon totalement aléatoire, comment expliquer cette disproportion ?

Réponse : Cela dépend des horaires de passage. Si le train de Genève-Lausanne passe à 01h00, 02h00, 03h00, etc... (toutes les heures de la journée), et celui de Lausanne-Genève à 01h10, 02h10, 03h10, etc... (toutes les heures de la journée), la probabilité de voir passer le train de Genève-Lausanne est cinq fois plus grande.

LES STATISTIQUES PEUVENT DÉMONTRER TOUT ET SON CONTRAIRE SANS UNE ANALYSE RIGOUREUSE DES PARAMÈTRES.

Slogan trompeur : 87% des centenaires boivent ou ont bu du vin



Cette publicité nous conduit apparemment à penser que le vin est bénéfique pour la santé. Cependant, si 90% de la population boivent ou ont bu du vin, 3% ont donc été victime de l'alcool.

Une complexité trompeuse cache une grande simplicité

Un ami fêtait dans un restaurant de Verbier son récent diplôme de docteur en mathématiques de l'école polytechnique fédérale de Zurich. Pour éprouver ses connaissances, un petit facétieux lui a posé un problème qui peut être résolu de tête :

2000 km séparent Genève et Istanbul. Un train part de Genève avec une vitesse constante de 120 km/h. Au même moment, un autre train part d'Istanbul avec une vitesse de 80 km/h. Simultanément, un hélicoptère décolle de Genève en direction du train venant d'Istanbul à une vitesse de 300 km/h. Arrivé au-dessus du train venant d'Istanbul, il fait demi-tour et se dirige vers celui venant de Genève. Arrivé au-dessus de celui-ci, il fait demi-tour et repart en direction de celui venant d'Istanbul. Il fait ces manœuvres d'aller et retour jusqu'au moment où les deux trains se croisent. Combien de kilomètres aura parcouru l'hélicoptère jusqu'au croisement des deux trains ?

Le nouveau docteur en mathématiques s'est perdu dans des formules sophistiquées. Piqué au vif, il a passé la soirée à chercher pour finir par déclarer forfait. Pourtant, le calcul peut se faire de tête.

En additionnant les vitesses des deux trains (200 km/h), on détermine le temps pour parcourir les 2000 km. Les trains se croisent donc après 10 heures pendant lesquelles l'hélicoptère (vitesse 300 km/h) aura parcouru 3000 km. CQFD.

RESTEZ SIMPLE et ALLEZ À L'ESSENTIEL.

Chapitre 3

Entre opinions et complotisme

Je pense qu'il y a quelque chose de pire que d'avoir une opinion erronée. C'est d'avoir une opinion toute faite.

3.1 Mon éveil au doute

Je ne me suis jamais distingué par des prises de position affirmées. Les études, la création de mon bureau et ma famille monopolisaient mon énergie et mon esprit. Il y avait peu de place pour des réflexions personnelles sur la géopolitique.

Quelques événements ont cependant contribué à m'ouvrir les yeux sur les méandres de l'information et la manipulation des opinions publiques. Les médias peuvent s'aligner sur les versions officielles en oubliant toute déontologie. Pour une cause considérée comme juste, ils n'ont aucun scrupule à diffuser sans vérification des reportages mensongers et manipulateurs. Même s'ils emploient le conditionnel, l'impact sur une opinion publique avide de réponses simples est irréversible. Le mal est fait.

A l'origine de mon éveil au doute, il y a eu des événements déclencheurs décrits plus loin.

1989 : Le massacre de Timisoara

Lors du soulèvement contre le régime de Nicolae Ceausescu, une télévision yougoslave a montré trois cadavres dans un fossé près de Timisoara. Cette vidéo a été reprise par toutes les télévisions occidentales. Au journal de 20 heures sur TF1, le journaliste présentait ces images comme la preuve d'un massacre par ce régime, qui aurait fait près de 40'000 morts. L'effroi suscité par cette annonce a permis la chute et l'arrestation, deux jours plus tard, du président Nicolae Ceausescu et de son épouse. Trente minutes de procès ont suffi pour leur jugement et leur exécution dans une arrière-cour de caserne. A l'origine de cette justice expéditive, une mise en scène grossière de trois vieux cadavres exhumés d'un cimetière. Quant aux 40'000 victimes de la répression, une pure fiction. Depuis ce moment, mon regard sur les médias a changé.

1990 : La première guerre du Golfe

L'invasion du Koweït par l'Irak a été unanimement condamnée. Cependant les Américains restaient réticents à intervenir militairement après leur désastreuse guerre au Vietnam. C'est un témoignage devant le Sénat qui a fait basculer l'opinion publique : le récit d'une jeune femme décrivant l'assassinat de nouveau-nés koweïtiens par les soldats irakiens. Cette pure fiction, récitée par la nièce de l'ambassadeur koweïtien, est à l'origine du déclenchement de la guerre. Non seulement les médias ont relayé ces mensonges, mais ils ont accepté de devenir des organes de propagande. Lors de cette guerre, les journalistes autorisés à suivre les opérations ont été rigoureusement choisis et encadrés en permanence par les militaires. L'information a été complètement contrôlée. L'époque des reporters de guerre indépendants était révolue.

1990 : La guerre au Kosovo

Cette guerre civile complexe, inextricable et longue, a trouvé son épilogue avec l'écrasement programmé de la Serbie par les forces de l'OTAN. Pour justifier cette entrée en guerre, les médias occidentaux nous avaient auparavant matraqués de reportages trafiqués pour diaboliser les Serbes et manipuler les opinions publiques. Dès les premiers jours de la guerre, les forces de l'OTAN ont bombardé la télévision yougoslave pour maîtriser totalement l'information et éviter toutes les contestations. Les médias occidentaux ont eu alors le champ libre pour diffuser leurs reportages tendancieux et justifier cette intervention. Ce verrouillage médiatique partisan a déclenché chez moi le réflexe du doute. A chaque reportage, je me posais la question essentielle : QUI EST DERRIÈRE LA CAMÉRA ?

2003 : La guerre en Irak

La complaisance des médias au sujet du mensonge d'Etat de l'administration américaine sur les armes de destruction massive de Saddam Hussein et leur silence face aux crimes de guerre sur la population irakienne ont achevé de me convaincre de l'alignement de la plupart de nos médias derrière la version du plus fort. Aujourd'hui encore, le silence scandaleux de toutes les instances démocratiques des pays occidentaux sur la détention et le musellement du fondateur de Wikileaks, Julian Assange, est révoltant. Sa célèbre vidéo « Collateral Murder » (montrant un sniper américain tirant sur des civils irakiens et une ambulance depuis un hélicoptère) est glaçante. Pour avoir dénoncé des crimes de guerre commis par les Américains, Julian Assange est traité de bête malfaisante et subit une incarcération inhumaine depuis 2012. J'ai souvent pris la défense des lanceurs d'alerte. Cela m'a valu, à de nombreuses reprises, le qualificatif infâmant de COMLOTISTE.

3.2 La liberté d'expression

Les pays occidentaux portent comme un étendard la défense de la liberté d'expression. Ils s'autorisent à donner des leçons aux autres pays de la planète en ménageant les pays avec qui ils entretiennent des alliances ou des accords commerciaux.

Dans nos pays, cette liberté est insidieusement contrôlée. Son exercice est soumis à certaines conditions et à la pression du politiquement correct. Les médias prétendent assurer cette liberté mais s'alignent souvent sur la doxa dominante et, quand ils donnent la parole aux dissidents, ils dévalorisent leurs propos en les traitant de complotistes.

Les réseaux sociaux et internet prétendent aussi permettre à n'importe qui de s'exprimer sans aucun filtre ni retenue. Le résultat est un déversement d'outrances, d'images dégradantes, de propos violents et primaires, d'affirmations mensongères étayées par des vidéos trafiquées. Nettoyer le Web est devenu une nécessité pour protéger les sensibilités et maintenir l'ordre social. Il convient toutefois que ce nettoyage ne devienne pas de la censure. Dans les années 70, les humoristes n'avaient pas de limites. Aujourd'hui, leurs propos tomberaient sous le coup de la loi et seraient censurés. Jusqu'où ira cette censure qui ne donne pas son nom et qui nous oriente vers la pensée unique ?

J'ai bénéficié d'une grande liberté d'expression dans la presse écrite locale. Mes articles « dérangeants » ont toujours été intégralement et courageusement publiés dans la *Tribune de Genève*. Le journal *Le Temps* a aussi régulièrement publié mes articles pendant 18 ans, jusqu'en 2019. Le rachat du journal par une fondation a marqué un changement dans sa ligne éditoriale et dans le choix de reportages racoleurs. Le lynchage, sur quatre pleines pages, du journaliste de la télévision suisse Darius Rochebin m'a révolté. J'ai envoyé à la *Tribune de Genève* un article dénonçant l'outrance de son concurrent. Cela m'a valu une mise à l'écart immédiate et définitive par la rédaction du *Temps* qui ne m'a pas publié depuis.

En France, cette liberté d'expression est globalement très encadrée. Mes articles envoyés au *Figaro Magazine* ont été publiés, car ils restaient dans la ligne éditoriale du journal. Et lorsqu'ils ont été publiés, le texte s'est souvent retrouvé fragmenté et caviardé, certains de mes commentaires et qualificatifs ayant même été censurés ou déformés.

LA LIBERTE D'EXPRESSION EST SOUVENT « SOUS CONDITIONS ».

Le Patriot Act

Au lendemain des événements du 11 septembre 2001, les autorités américaines ont instauré le Patriot Act avec, pour conséquence, des arrestations arbitraires, une délation encouragée, l'interdiction de propos ou de chansons pacifiques, et le verrouillage des médias. A cette occasion, les Etats-Unis, qui se sont toujours targués d'être une grande démocratie, ont montré que la liberté d'expression pouvait être sacrifiée pour des raisons politiques.

Dieudonné et *Charlie Hebdo*

La liberté d'expression est aussi à géométrie variable. Les traitements réservés à Dieudonné et à *Charlie Hebdo* sont révélateurs. L'humoriste, connu pour son duo avec son ami juif Elie Semoun, a commis l'irréparable en dénonçant l'écrasement meurtrier de Gaza sous les bombes israéliennes. Avec le sketch d'un rabbin faisant le salut hitlérien, il est devenu, du jour au lendemain, un pestiféré des médias et il a été banni du monde de l'audiovisuel. A l'opposé, lorsque *Charlie Hebdo* n'a pas hésité à reprendre d'un journal danois des caricatures de Mahomet, à publier les plus ignobles d'entre elles (le prophète nu, fesses à l'air et sodomisé par un pied de caméra), et à assumer un scandale planétaire prévisible pour de l'argent, l'immense blessure infligée au monde musulman par cet hebdomadaire n'a pas empêché les médias français d'encenser celui-ci pour sa contribution à la liberté d'expression ! Quelle partialité et quelle stupidité !

Aujourd'hui, malgré les drames provoqués, des professeurs continuent de montrer à des écoliers ces caricatures au nom d'une liberté d'expression accordée sélectivement à certains. Les autres, comme Dieudonné, tentent de survivre à l'opprobre général avec des jeux de mots scabreux pour satisfaire leur public primaire et outrancier. Ayant assisté à l'un de ses spectacles, j'ai pu voir un homme tourmenté et obsédé par un sentiment d'injustice. Il se défend d'être antisémite mais il se retrouve ligoté par des fans eux-mêmes antisémites. A la fin de ce spectacle grinçant et pénible, j'ai eu hâte de quitter la salle. Quel gâchis pour cet humoriste reconnu par la profession !

Donald J. Trump et Twitter

Quelquefois, la liberté d'expression est totalement muselée par d'obscurs décideurs, sans que cela ne suscite de réaction. Aux Etats-Unis, le président Donald J. Trump en a fait l'expérience. Durant son calamiteux mandat, il a quotidiennement distillé ses mensonges aux citoyens américains sur Twitter et *Fox News*. Ces derniers, sans aucun état d'âme et de manière complaisante, ont relayé à leur tour pendant quatre ans ses outrances et ses invectives. Après la défaite de Donald J. Trump, Twitter a, du jour au lendemain, fermé son compte et privé ses 80 millions d'électeurs de ses commentaires. L'incroyable pouvoir conféré à ces réseaux sociaux, de donner la parole ou de museler quelqu'un selon leur bon vouloir, défie l'entendement. Pourfendeur invétéré de ce détestable président menteur, cynique, inculte, primaire et vulgaire, je revendique toutefois son droit à la parole selon la citation prêtée à Voltaire : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrais pour que vous ayez le droit de le dire ». Ce pouvoir sans limites des réseaux sociaux est aussi malheureusement impossible à combattre car il émane de puissantes entreprises monopolistiques dirigées par de nébuleuses instances asservies à l'argent. L'addiction des nouvelles générations aux réseaux sociaux est telle que toute résistance est vaine.

3.3 Complotisme et vérité officielle

L'expérience m'a appris à garder mes distances par rapport aux images, aux commentaires et aux déclarations de personnes soi-disant informées.

Je suis convaincu que la vérité peut prendre plusieurs formes selon le contexte, l'éclairage et les intérêts de celui qui l'exprime.

Dans un article publié en décembre 2019 dans *Le Temps*, je parle des distorsions de la vérité et de la banalisation des interprétations mensongères. Dans une société hyper connectée, mais en perte de repères, le matraquage d'une vérité en fera la vérité officielle :

LA VÉRITÉ N'EST PLUS UN PILIER MORAL

DANIEL FORTIS, CONCHES

Donald Trump est l'auteur d'environ dix affirmations fausses par jour sans que les citoyens américains ne s'en offusquent. La vérité ne fait plus recette et les mensonges, s'ils rejoignent les clichés populaires, sont très profitables. Les victoires électorales de Donald Trump, Jair Bolsonaro et Boris Johnson le démontrent. Le mensonge prospère pour plusieurs raisons. La banalisation: sa grande utilisation le rend banal et bénin. L'impunité: les mensonges finissent par être considérés comme des pseudo-bêtises. Non seulement ils ne sont pas sanctionnés mais leur revendication passe pour du courage. Le dogmatisme: un bon mensonge est préférable à une vérité nuancée. Il a le mérite de conforter les dogmatiques. Une bonne rentabilité: le mensonge fait la une des journaux tandis que le rétablissement de la vérité fait l'objet d'un entrefilet. La post-vérité: le sentiment que «cela aurait pu être vrai» constitue une post-vérité potentiellement prémonitoire qui relativise le mensonge. Tous des menteurs: cette sentence populaire due à la pléthore de vidéos et de reportages tendancieux et contradictoires nuit à la recherche de la vérité. Le complotisme: dans les affaires d'Etat, les informations sont formatées, certifiées par de soi-disant «experts», confortées par des micro-trottoirs et validées par les services spéciaux. Elles deviennent incontestables sous peine d'être accusé de complotisme. Pourtant, Napoléon disait «l'histoire est une suite de mensonges sur lesquels on est d'accord». Conclusion: la vérité est une valeur surannée. Elle n'est plus un pilier moral. Elle s'adapte aux circonstances quitte à devenir mensongère. Si sa version «officielle» obtient suffisamment de «j'aime» sur les réseaux sociaux, elle deviendra Vérité.

J'ai toujours considéré que la vérité est toute en nuances et qu'une adhésion à une vérité toute faite est suspecte. Mon relativisme est souvent pris pour du complotisme. Pour ma défense, je n'ai pas de meilleur avocat que Pascal Décaillet, qui a écrit :

L'ascèse à la critique

« Ne nous embarrassons pas trop avec toutes ces histoires de 'théorie du complot', je n'ai d'ailleurs pas compris le snobisme de langage de ce double singulier : comme s'il n'y avait qu'une seule théorie, un seul complot.

La vraie question, dans l'espace public, n'est pas l'existence de 'complotistes', qui ont toujours existé, mais demeurent une marge. Non, ce qui est intolérable, c'est qu'on qualifie de 'complotistes' des gens qui défendent une idée opposée à la vôtre. Cet antagonisme vous gêne, le dérangeur vous irrite ? Alors, au lieu de lui opposer vos contre-arguments, vous lui balancez une étiquette. Du coup, vous le déversez dans le même réceptacle que les loufoques. Vous lui faites perdre tout crédit. Vous le disqualifiez dans toute prise de position future. Vous confortez ainsi votre position dominante. Vieille ficelle du pouvoir. De tout pouvoir, d'où qu'il vienne !

La vraie question, c'est le rapport que chacun d'entre nous, chaque citoyen, chaque citoyenne, se doit d'entretenir avec toute parole officielle. La réponse n'est pas simple : il ne s'agit ni de s'applaventrir, ni de résister à priori. Car enfin, si l'officialité peut être menteuse, elle peut aussi dire vrai. La solution, en chacun de nous, c'est l'ascèse à la critique. Celui qui, d'en haut, me parle, qui est-il ? Pour qui roule-t-il ? Quels sont ses intérêts ? Pourquoi tel choix des mots ? Que vise-t-il ? C'est valable face à tout pouvoir. Exercer cette critique, ça n'est pas être complotiste. Mais citoyen, tout simplement. »

La doxa n'aime pas les personnes qui posent des questions. Elle les désigne sans nuance de complotistes et va jusqu'à les affubler du qualificatif de paranoïaque, issu d'une sous-culture relevant d'une misère intellectuelle. Un mécanisme implacable se met en place pour les discréditer en les assimilant aux obsédés des théories complotistes absurdes et délirantes comme les Illuminati, les Protocoles des Sages de Sion, le groupe Bilderberg ou les pharmas. Je n'ai jamais cru aux grands complots organisés en secret par d'obscurs décideurs. Je crois cependant à l'opportunisme de certains de profiter d'un événement pour l'instrumentaliser. Ils manipulent les faits pour servir leurs intérêts, discréditer un adversaire ou pour légitimer une politique ou la guerre.

Si je conteste une vérité officielle, je m'efforce toujours de mettre en évidence les incohérences historiques, humaines ou psychologiques, et de chercher « à qui cela profite ». Cette quête est aussi mon adrénaline.

Les exemples de distorsion de la vérité ne manquent pas dans l'histoire récente : l'incendie du Reichstag, le massacre de Katyn, le charnier de Timisoara, l'assassinat des moines de Tibhirine, l'assassinat de Yasser Arafat, le massacre des bébés koweïtiens et les armes de destruction massive en Irak. Les mensonges à l'origine de ces complots sont confortés par des reportages et des analyses tendancieuses. Finalement, le matraquage du mensonge permet d'en faire une vérité. Celle-ci est cependant tenace et, comme l'huile, elle finira toujours par remonter à la surface de l'eau. Les événements traumatiques du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis sont révélateurs des mécanismes de verrouillage du discours officiel et de la confiscation de la vérité.

11 septembre 2001 : Le jour qui a marqué un avant et un après

Chacun se souvient précisément où il se trouvait et ce qu'il faisait lorsqu'il a été affecté par les images en direct de cette tragédie. Un jalon mémoriel traumatique qui fait partie de notre histoire personnelle. Tout concourrait à laisser une trace indélébile. C'était un jour d'une grande normalité avec un splendide ciel bleu. Et, soudain, la sidération devant des images d'un film catastrophe, l'incrédulité et l'effroi.

Pétrifiés, nous avons regardé en boucle pendant des heures sur toutes les télévisions du monde les images des impacts d'avions, des effondrements des deux tours et les gestes désespérés des victimes. Nous sommes entrés en communion planétaire avec le spectacle de l'horreur.

Ce choc émotionnel extrême ne laissait plus aucune place à l'analyse ni à la raison. Il fallait recadrer immédiatement la situation pour tranquilliser la population avec des déclarations simples et binaires. En l'absence de toute investigation ou revendication, l'ensemble des journaux titrait dès le 12 septembre : « Une attaque terroriste contre les Etats-Unis ». Le 13 septembre, le coupable était désigné : Ben Laden. Le 14 septembre, les journaux annonçaient « La troisième guerre mondiale contre le terrorisme ». Le 15 septembre, quatorze terroristes étaient identifiés et l'administration américaine publiait leur photo et leur biographie détaillée. Jamais une enquête n'avait été si rapide. « Circulez, il n'y a plus rien à voir ». Les investigations terminées, le temps de la vengeance était arrivé : musellement des opinions publiques, arrestation arbitraire selon l'âge et l'appartenance religieuse, lois liberticides, stigmatisation de toutes les opinions divergentes, patriotisme exacerbé et délation.

Comme tout le monde, j'ai allumé des bougies à ma fenêtre par solidarité. « Nous sommes tous Américains ». La compassion n'exclut pas pour autant la lucidité, et l'émotion ne doit pas submerger la raison. L'interdiction sur les ondes de la chanson « Imagine » de John Lennon, considérée comme trop pacifique, a éveillé en moi un refus de l'alignement servile et de la manipulation. En même temps, j'ai éprouvé l'impérieux besoin de comprendre.

Pour qu'un événement traumatisant soit « digéré », il faut faire une totale transparence sur les circonstances. L'administration américaine a fait le choix inverse : l'opacité. Dans un premier temps, elle a renoncé à faire une enquête. Pourtant celle-ci était essentielle pour se protéger du danger de récidives ! Elle a attendu plus d'une année pour nommer une commission d'enquête composée presque exclusivement de personnes de l'administration. Elle s'y est résolue à contrecœur, sous la pression et l'insistance légitimes des familles des victimes. Cette enquête a finalement été ordonnée le 27 novembre 2002 (soit 441 jours après les attentats) et a débouché sur un document plein d'incohérences et d'inepties scientifiques.

Cette commission d'enquête, privée de moyens financiers, entravée dans ses recherches par le secret-défense et pressée de rendre ses conclusions, a élaboré un document final qui n'apporte aucune réponse à de nombreuses questions légitimes et essentielles, concernant notamment les défaillances des services secrets américains, de la police et du contrôle aérien, l'inertie de l'aviation

militaire, l'exfiltration incompréhensible des familles saoudiennes proches de Ben Laden dans les deux seuls vols autorisés dans le ciel américain (qui ont fait escale à Genève), et l'image stupéfiante du président Georges W. Bush statufié pendant sept minutes après l'information de la chute des tours.

Quant aux explications de l'effondrement intégral, et à la vitesse de la chute libre, de ces bâtiments, surtout celui du bâtiment N°7 du World Trade Center, survenu dans l'après-midi, elles sont incompréhensibles pour n'importe quel ingénieur. L'encastrement du troisième avion dans le Pentagone (sans vidéo, sans trace et sans témoin) est aussi très suspect. Mes études d'ingénieur civil à l'école polytechnique fédérale de Zurich ne me permettent pas d'accepter ces conclusions incohérentes.

J'ai rédigé plus de dix articles qui réclamaient la réouverture de l'enquête pour connaître la vérité sur un événement hors norme qui a bouleversé nos valeurs. Comme des milliers de bureaux d'ingénieurs et d'architectes, j'ai adhéré à une association réclamant cette même réouverture de l'enquête. Inévitablement, ces associations abritent aussi des personnes avec des opinions radicales élaborées autour de théories ésotériques et complotistes. Je m'en suis distancié car je pense que la vérité est nuancée. La conjonction opportune d'intérêts politiques et financiers façonne souvent la vérité officielle.

Le contexte très troublant de l'acquisition des deux tours du World Trade Center m'a fait écrire un texte que je n'ai jamais soumis pour publication, car il aurait pu faire l'objet d'interprétations dévastatrices pour moi. Je n'y décris pourtant que des faits vérifiables par tout le monde. Je me garde toutefois d'en tirer des conclusions mais je m'autorise néanmoins à explorer tous les scénarios, même les plus « dérangeants ».

11 SEPTEMBRE 2001 : La face obscure de l'histoire d'une escroquerie à l'assurance

1970 : Fin des travaux du World Trade Center 1 (WTC 1). Coût des travaux : 450 millions de dollars.

1971 : Fin des travaux du World Trade Center 2 (WTC 2). Coût des travaux : 450 millions de dollars et, conjointement, introduction d'une loi interdisant l'amiante pour tous les nouveaux projets.

1976 : Loi promulguant l'obligation du désamiantage (devisé à 1 milliard de dollars pour les 2 tours).

1980 – 2001 : Au fil des années, la conception des tours devient obsolète. Des problèmes thermiques, bureautiques et informatiques pèsent sur les locations des surfaces. Le désamiantage est une épée de Damoclès.

Début 2001 : Mise en vente des deux tours. Seuls deux candidats se manifestent.

24 juillet 2001 (48 jours avant l'effondrement des deux tours) : Un certain M. Silverstein signe le droit de bail des deux tours sur 99 ans, pour la somme astronomique de 3,2 milliards de dollars.

Début août 2001 (40 jours avant le drame) : M. Silverstein demande à l'assurance de rajouter une clause spécifique en cas d'attentat, pour 2,3 milliards de dollars.

Le 11 septembre 2001 : Les deux tours sont percutées par des avions à 8h46 et à 9h03, et s'effondrent sur elles-mêmes à 9h58 et 10h28, en 12 secondes, à la vitesse de la chute libre. A 17h25, l'immeuble World Trade Center 7, lui aussi propriété de M. Silverstein, s'effondre sur lui-même, en 7 secondes, à la vitesse de la chute libre, après quelques incendies internes sans impact d'avion.

L'effondrement des tours WTC 1 et WTC 2 provoque la mort de 2'753 personnes et est aussi à l'origine d'une pollution sanitaire à l'amiante qui a touché 37'000 personnes.

M. Silverstein réclame à son assurance un dédommagement de 4,6 milliards de dollars pour deux attentats distincts, et réclame 3,5 milliards de dollars à la compagnie d'aviation pour défaut à la sécurité. Débouté sur ce dernier point, il devra se contenter de 4,6 milliards de dollars.

Considérations financières de l' « opération »

L'ancien propriétaire (Port Authority) s'est déchargé du problème de l'amiante en vendant ses deux tours problématiques pour une somme inespérée de 3,2 milliards de dollars.

Le nouveau propriétaire (M. Silverstein) a été dédommagé à hauteur de 4,6 milliards de dollars. Il a ainsi réalisé un profit de 1,4 milliard de dollars et les « terroristes » ont résolu le problème du désamiantage !

Le complotisme est un sujet récurrent qui obsède les journalistes. Ces derniers multiplient les émissions sur les théories du complot, tout en évitant d'inviter des « complotistes » au prétexte de la dangerosité de leurs thèses. Par des amalgames grossiers, ils stigmatisent sans nuances tous ceux qui posent des questions révélatrices de la fragilité de certaines versions officielles. Ils les décrédibilisent en les traitant d'« embrouillés » de la tête. Après une telle présentation tendancieuse, ils demandent de prendre une position « pour ou contre », en faisant l'impasse sur les formes diverses que peuvent prendre les complots : action directe (organisation), action indirecte (infiltration), ou laisser-faire (instrumentalisation). La complexité, la sophistication et la subtilité de ces scénarios ne sont jamais analysées. Les journalistes préfèrent le confort d'une position simple et conforme à la doxa.

Chapitre 4

Mes prises de position et mes combats

4.1 Sujets sensibles

4.1.1. Le sionisme

L'antisémitisme est un délit, l'antisionisme est une opinion et la critique du gouvernement israélien est une liberté.

Je traîne un boulet, une accusation d'antisémitisme. Par un pernicieux amalgame, ma critique du gouvernement israélien m'a catalogué comme un antisémite. Cependant, à aucun moment je n'ai eu de propos antisémites. Mes positions n'ont jamais altéré mes relations avec mes amis juifs.

Durant mes études universitaires, j'ai partagé en totale harmonie pendant quatre ans un appartement avec mon ami André, de confession juive. Nous avons voyagé à travers les Etats-Unis durant deux mois. A aucun moment, le sujet de l'appartenance à une religion n'a été évoqué. Nous étions pourtant très sensibles et réactifs aux sujets politiques et sociétaux. En tous cas, je ne me souviens pas d'avoir parlé avec lui d'Israël ou de sa religion. Aujourd'hui, l'injuste stigmatisation dont je suis victime nous a éloignés, sans pour autant altérer nos liens profonds d'amitié. Nos trop rares retrouvailles ravivent toujours notre complicité.

Sur le plan personnel, certaines personnes de la communauté juive m'ont mis sur leur liste noire, et les autres, pour diverses raisons souvent liées à leur statut social et professionnel, ne peuvent pas prendre le risque d'être assimilées à mon injustement supposé antisémitisme. Mes enfants subissent aussi les retombées de mes prises de position. Sans le formaliser, leur environnement professionnel et amical leur fait comprendre que mes positions ne sont pas politiquement correctes. Cette pression est très présente, diffuse et insidieuse. Elle finit par empêcher toute réflexion indépendante.

Ma position est pourtant claire. Je n'ai jamais contesté l'existence d'Israël comme un Etat à part entière, reconnu par la communauté internationale dans les frontières d'origine. Par contre, l'extension de celles-ci et l'occupation de territoires, sous de fallacieuses références à l'histoire biblique, sont pour moi des spoliations, de surcroît en contradiction avec la déclaration de 1917 de Lord Balfour, à l'origine de la création d'un foyer pour les Juifs en Palestine. Cet acte fondateur unilatéral spécifie pourtant que « Rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civiques et religieux des collectivités non-juives existant en Palestine ». La politique de colonisation israélienne renie ces principes et humilie les Palestiniens.

Ma légitime prise de position contre le sionisme ne peut pas faire l'objet d'un amalgame avec l'antisémitisme. Extrait de mon article « *Amalgame pernicieux* » (*Tribune de Genève* et *Le Temps*, 13.08.2019) :

« Il a suffi d'une agression verbale antisioniste d'un individu à l'égard du philosophe Alain Finkelkraut pour déclencher la machine à diaboliser. Le pernicieux amalgame entre antisionisme et antisémitisme est utilisé. Nous pouvons être admiratifs et solidaires de la communauté juive, riche de son histoire douloureuse, de ses traditions, de son rayonnement dans de nombreux domaines. Et, en même temps, nous avons le droit de critiquer un Etat qui prône la spoliation, la répression, et qui bafoue la justice internationale au nom d'un roman biblique écrit par des scribes, il y a 2400 ans. Comment peut-on avoir une revendication exclusive sur un territoire alors que l'Histoire nous enseigne que nous en sommes seulement les dépositaires temporels au gré des aléas du climat, des épidémies, des catastrophes naturelles et des guerres ? L'appropriation d'un territoire au nom d'un dieu, qu'il soit chrétien, juif ou musulman, est une usurpation. »

J'ai toujours manifesté à la communauté juive mon soutien et mon admiration dans les épreuves qu'elle a traversées. Comme dans toute communauté, il y a des radicaux et des personnes éclairées. Dans un article publié en 2018, j'ai salué l'esprit d'ouverture et de modération de 240 personnalités juives qui ont adressé une lettre à l'ambassade israélienne. Extrait de mon article « *Les 240 Sages* » (*Tribune de Genève*, 20.06.2018) :

« Tout en restant respectueuses de leur identité, ces personnalités ont manifesté leur distance prise avec la politique répressive du gouvernement israélien. Ces Sages se montrent dignes de cette communauté à laquelle nous sommes redevables dans les domaines de la science, de l'art, de la musique et de la littérature, à travers son intelligence et sa sensibilité. Ces 240 personnalités nous donnent une leçon de sagesse. »

Au début du XX^e siècle, Stephan Zweig a admirablement dépeint la richesse intellectuelle de la société juive de Vienne. La finesse de son analyse des sentiments humains, sa sensibilité, ses descriptions des atmosphères et son ouverture d'esprit devraient être une source d'inspiration.

4.1.2. L'Algérie

L'Algérie est un sujet sensible. Ceux qui ont vécu dans leur chair la déchirure des liens à cette terre et la fragmentation de leur vie avec « un avant et un après » en ont été profondément marqués. Les Pieds-Noirs gardent en eux cette douloureuse nostalgie. Ils n'évoquent leur pays qu'entre eux et n'aiment pas l'intromission de jugements extérieurs.

Mon épouse Claudine est née à Alger. Comme beaucoup d'autres, ses origines à travers plusieurs générations sont multiples : françaises, anglaises et suédoises. Elles se sont dissoutes, sans disparaître, dans un nouveau pays et une nouvelle communauté soudée par un destin commun. La disparition de ce dernier a été un drame. Cette identité si particulière n'a aujourd'hui plus de substrat. Elle se réfugie dans le sentiment passionnel et douloureux d'un monde perdu. Lorsque je veux parler de son pays, sa réponse est « Tu ne peux pas comprendre ». Cette réaction s'explique par la volonté de protéger ses souvenirs et une histoire autour de laquelle elle s'est construite et qu'elle a de la peine à partager.

J'ai toujours voulu comprendre, au-delà des passions, l'histoire, le contexte, et la complexité de ce pays. Cela m'a amené à penser que, dans cette douloureuse histoire algérienne, il n'y a pas de responsables. En toute bonne foi, les Français d'Algérie et les Algériens se sont sentis légitimes. Ils n'ont cependant rien pu faire contre la marche inexorable de l'Histoire qui, depuis l'Antiquité, n'a pas épargné l'Algérie. A l'intersection de mondes différents, sans frontières naturelles ni dynasties gouvernantes, elle n'a pas forgé d'identité forte et a toujours été alternativement occupée. L'Empire ottoman dirigeait le pays en 1830 quand le roi Charles X décida d'envahir l'Algérie pour redorer son image et apaiser le mécontentement populaire.

Le sentiment répandu que c'était un pays sans identité, mal exploité, n'appartenant à personne, a aussi justifié sa conquête. La colonisation qui a suivi a permis à des Français et à des ressortissants de tout le bassin méditerranéen, souvent de condition modeste, de s'implanter sur une terre faussement décrite comme vierge et faite de cailloux. Cependant, le travail acharné des premiers colons n'est pas un mythe. La sueur, les larmes, les sacrifices, et la réussite pour certains, ont développé le sentiment profond que cette terre leur appartenait. Convaincus que leur contribution au développement et au progrès méritait la reconnaissance des Algériens, ils n'ont pas anticipé l'émergence d'un nationalisme et d'un désir d'indépendance de la population. La délétaire ambiguïté du « Je vous ai compris », prononcé par le général de Gaulle le 4 juin 1958, les a confortés dans leur sentiment. Les Pieds-Noirs ont été par la suite trahis, abandonnés à leur sort et finalement mal accueillis par la métropole. Leurs blessures sont si profondes qu'ils gardent, soixante ans après, une rancœur et un sentiment d'injustice et de grand gâchis. A défaut de trouver un responsable de celui-ci, leur ressentiment s'est dirigé vers les Musulmans de France et les Algériens.

Tout en respectant et admirant profondément la communauté pied-noir à travers tous ces parcours courageux, je déplore que certains cèdent à la tentation de l'islamophobie. L'exprimer m'expose à leurs critiques. Mais lorsque les Pieds-Noirs sont insultés par des propos outranciers d'Emmanuel Macron parlant de crime contre l'humanité, je le dénonce. Extrait de mon article « *Il y a colonisation et colonisation* » (*Tribune de Genève*, 17.02.2020) :

« Le candidat à l'élection présidentielle française, Emmanuel Macron, a déclaré que la colonisation française en Algérie avait été un crime contre l'humanité. Il a profondément blessé les rapatriés et ravivé la douleur de leur déracinement. Ils ne méritaient pas ces propos excessifs car ils pensaient de bonne foi que cette terre était la leur et que leur colonisation, teintée de paternalisme, était la plus acceptable de toutes les colonisations dans le monde. Aujourd'hui, notre vision de la colonisation a changé. Elle est perçue, à juste titre, comme injuste et intolérable. Alors, pourquoi la colonisation de la Palestine n'est-elle pas sanctionnée ? Avec cynisme, fourberie et arrogance, le gouvernement israélien colonise, sous nos yeux, la Cisjordanie avec le soutien de l'administration américaine. L'occupation, l'annexion et la répression impitoyable de toute résistance mériteraient beaucoup plus que la France une condamnation pour crime contre l'humanité. La France a accepté la création d'un Etat algérien alors qu'Israël dénie au peuple palestinien le droit d'exister dans un Etat. Alors, Monsieur Macron, ayez le courage de dénoncer ce vrai crime contre l'humanité. »

La persistance de liens culturels et passionnels entre l'Algérie et la France m'interpelle. Pour comprendre cet amour-haine et tous ces non-dits, j'ai toujours voulu visiter l'Algérie. Sans succès. Claudine a toujours opposé son veto pour garder ses souvenirs intacts. Je comprends ce sentiment mais j'espère aussi qu'un jour un regard nouveau et apaisé soit porté sur cette relation.

4.2. Sujets controversés

4.2.1 Yougoslavie, une belle utopie sacrifiée

Que retiendront les futures générations de la courte existence de la Yougoslavie ? Un pays qui s'est déchiré dans une sanglante guerre civile ? Un pays qui a été puni par une intervention militaire de l'OTAN ? Un pays complexe qui a été démantelé en sept petits pays indépendants ?

Pourtant, la Yougoslavie c'était un beau pays. En 1959, mon père avait eu l'originalité d'amener sa famille en vacances sur la côte croate, en face des plages bondées de Rimini. La Yougoslavie, c'était aussi une belle aventure sociologique et politique, que personne n'a voulu soutenir. Son histoire a été compliquée.

Située dans une région en proie à de permanentes rivalités culturelles, religieuses et nationalistes, la Yougoslavie a été créée en 1945 par un héros de la lutte contre le nazisme, le maréchal Tito. Il a réussi à fédérer une région dévastée et à fonder la république fédérative de Yougoslavie sur les principes de l'égalité. Il disait : « La Yougoslavie a six républiques, cinq nations, quatre langues, trois religions, deux alphabets et un seul parti ». Il aurait pu ajouter « un seul dirigeant », jusqu'à sa mort en 1980. Son autorité était nécessaire pour maintenir cette mosaïque d'identités.

En pleine guerre froide, ce pays était respecté pour son indépendance et sa neutralité vis-à-vis de l'Est et de l'Ouest. Il a inventé une forme d'économie autogérée par les ouvriers et teintée de libéralisme. Ce système unique avait l'adhésion populaire et il fonctionnait avec des institutions respectant l'autonomie des diverses républiques. Critiquée par les pays occidentaux et aussi par les pays soviétiques, cette expérience novatrice et ambitieuse était vouée à disparaître.

En 1980, la mort de Tito a laissé le pays face à une résurgence des nationalismes et à des difficultés économiques. Avec la chute du mur de Berlin en 1989 et l'implosion de l'URSS, le capitalisme triomphait. Tous les pays occidentaux ont alors soutenu le mouvement d'indépendance des diverses républiques. Ils ont contribué au démantèlement de la Yougoslavie.

Les Serbes, derrière leur monolithe et borné président Slobodan Milosevic, y étaient réfractaires. Ils ne pouvaient pas accepter l'inévitable expulsion de leurs ressortissants des nouveaux pays indépendants. En reconnaissant hâtivement ces derniers, les pays occidentaux ont mis le feu aux poudres. Le déchirement tragique et sanglant du pays a duré neuf ans.

Dans le but de trouver un bouc émissaire, la coalition occidentale a diabolisé les Serbes avec une campagne médiatique mettant en avant des photos de massacres truquées, des simulacres de négociations à Rambouillet, des reportages entièrement à charge et une désinformation étatique. Arguant d'un droit d'ingérence inventé par le ministre français Bernard Kouchner, le bombardement de la Serbie, programmé de longue date, pouvait commencer.

Le parti pris des médias occidentaux et leur allégeance à la pensée unique imposée par les Etats-Unis m'ont tellement révolté que j'ai écrit mon tout premier article « *La leçon de Timisoara n'a pas été retenue* » (*Le Temps*, 24.08.1999) :

La leçon de Timisoara n'a pas été retenue

DANIEL FORTIS, GENÈVE

Les dernières déclarations de M. Kouchner, administrateur de l'ONU au Kosovo, sont révélatrices des manipulations auxquelles les opinions publiques occidentales sont encore victimes dans la présentation des événements du Kosovo. Le chiffre de 11 000 «victimes de la répression serbe» de M. Kouchner a été démenti par le Tribunal pénal international qui a recensé à ce jour 340 victimes avérées de massacres.

Sans vouloir minimiser ou relativiser l'atrocité de ces actes qui doivent recevoir le plus sévère châtiement, il est important de dénoncer le manque d'objectivité et de rigueur ainsi que le parti pris des médias occidentaux dans la couverture des événements du Kosovo.

En effet, lors des premiers jours des frappes de l'OTAN, tous les journaux télévisés faisaient état d'un génocide organisé. Lors d'un journal télévisé de TF1, le mot «génocide» a été prononcé à douze reprises. Le téléspectateur était tout à fait fondé à penser que le nombre de victimes ne pouvait être que de plusieurs centaines de milliers de victimes comme au Rwanda ou au Cambodge. Durant les frappes de l'OTAN, les médias occidentaux ont distillé quotidiennement des «témoignages dits concordants!» de réfugiés faisant état, eux aussi, d'un génocide planifié.

Nous comprenons bien que l'intervention de l'OTAN n'était justifiée et comprise de l'opinion publique que si les médias

démontraient en permanence et par tous les moyens que ce «génocide» se passait sous leurs yeux. Les faits démontrent heureusement qu'il n'y a pas eu de génocide et que les crimes perpétrés, non seulement par les paramilitaires serbes mais aussi par les milices albanaises, s'inscrivent dans le cadre d'une guerre civile exacerbée par l'ingérence «humanitaire» de l'Occident qui a fait 2000 victimes assimilées à des «dommages collatéraux».

Les médias occidentaux, pour retrouver leur crédibilité, devraient avoir le courage d'analyser et de reconnaître leur dérive et surtout leur allégeance à la pensée unique que les Etats-Unis ont imposée à l'Europe.

L'attitude arrogante des chefs d'Etat européens et américain lors de la dernière conférence de paix à Sarajevo symbolise le triomphe du BIEN sur le MAL. Cette vision manichéenne et moyenâgeuse a permis l'écrasement impitoyable de la Serbie, sa mise au ban des nations, et l'épuration de sa présence au Kosovo.

Cependant, chaque jour, des faits nouveaux nous font avoir une autre lecture des événements qui, souhaitons-le, fera triompher l'objectivité et la raison.

POUR ÉCRIRE AU «TEMPS»

Case postale 516 - 1215 Genève 15

Fax: 022/799 58 59,
avec mention Le Forum

E-mail: forum@letemps.ch

Internet: www.letemps.ch

Cet article a été repris et publié dans la *Tribune de Genève* et l'hebdomadaire français le *Figaro Magazine*. L'intérêt suscité m'a encouragé à rédiger d'autres articles.

4.2.2 Afghanistan

Je connaissais l'Afghanistan comme une terre d'affrontements historiques entre grandes puissances. Sa population très fière s'est toujours opposée à toute occupation. Les Russes ont été chassés par les moudjahidines et les talibans avec le soutien des Américains. Ces derniers étaient en train de négocier la construction d'un oléoduc avec les talibans quand est survenu le séisme planétaire du 11 septembre 2001. En l'absence de toute enquête sérieuse et en dépit du fait que quatorze terroristes étaient saoudiens, la vindicte américaine s'est exclusivement abattue sur l'Afghanistan.

L'administration Bush a mis en scène une menace planétaire pour justifier son intervention punitive. Elle a inventé des bases terroristes sophistiquées inspirées des films hollywoodiens, avec Ben Laden dans le rôle du Docteur NO. Elle a pris la tête d'une croisade antiterroriste en bombardant l'Afghanistan. Traumatisés par les événements du 11 septembre 2001, nous avons accepté cette pulsion de vengeance des Etats-Unis.

Cependant, cela ne s'est pas déroulé comme prévu. Nous cherchons toujours les bases terroristes et leurs armes terrifiantes. Ennemis publics numéros 1, Ben Laden et le mollah Omar se sont enfuis sur une motocyclette. A défaut de leur capture, les Américains se sont rabattus sur tous les barbus qu'ils trouvaient et ont enfermé arbitrairement 800 personnes à Guantanamo. Ils ont légalisé la torture au nom de la lutte antiterroriste. Ils n'ont cependant pas obtenu de preuves de leur implication. 760 personnes ont été relâchées sans charge et sans procès. Aujourd'hui, il ne reste que 40 détenus dont le cerveau des attentats du 11 septembre 2001, Sheikh Mohammed. Il a avoué 31 attentats à la suite de 200 séances de simulation de noyade. Depuis son arrestation en 2003, nous attendons toujours son procès. Mais, certainement, sa mort en prison évitera un simulacre de justice pour des faits inexistantes.

L'occupation de l'Afghanistan pendant 20 ans a été un échec total : massacres, corruption, insécurité, gouffre à deux mille milliards de dollars. Pour justifier leur intervention, les Américains disent avoir éradiqué le terrorisme en éliminant Ben Laden en 2011, dans un scénario inspiré par les jeux vidéo. Je n'ai jamais cru à cette fable infantilissante. En fin de compte, ils n'ont pas évité le spectacle affligeant de leur retrait précipité d'Afghanistan en 2021 et le retour au pouvoir de leurs pires ennemis, les talibans. Ils ont laissé le pays dans le désarroi et la misère, et ont confisqué les avoirs de la banque nationale afghane. Quel cynisme et quel gâchis !

4.2.3 Irak

Après l'invasion de l'Afghanistan, le président George W. Bush restait sur sa faim. Il lui fallait une autre victime. Avec la complicité de son administration et de ses services secrets, il a organisé l'un des plus grands mensonges d'Etat pour justifier l'invasion programmée de l'Irak : les armes de destruction massive. Sept mois avant l'invasion de l'Irak, j'ai écrit un article prémonitoire « *A qui le tour ?* » (*Tribune de Genève*, 16.08.2002) :

« La presse nous informe régulièrement des préparatifs de guerre des Etats-Unis et de leur comparse anglais contre l'Irak. Sous un déluge de feu, l'invasion, avec ses conséquences humaines dramatiques, est sereinement programmée, sans aucun état d'âme. L'Eglise, les institutions humanitaires et l'ONU sont silencieuses. Des questions restent pourtant sans réponses. Quelles sont les preuves de l'implication de l'Irak dans le terrorisme ? Quelle menace représente un pays détruit en 1991, exsangue à la suite d'un terrible embargo, surveillé et bombardé régulièrement depuis dix ans ? Pour écarter les derniers scrupules, les chaînes d'information américaines organisent une formidable campagne de désinformation, de manipulation et de mensonges du même acabit que le 'massacre des nouveau-nés koweïtiens'. Entre deux reality shows, ils donneront à leurs téléspectateurs un sursaut de fierté avec le spectacle de leur belle armée extirpant la mauvaise herbe du jardin du 'meilleur des mondes'. On écartera les images des morts civils pour ne pas mettre en doute que les bombes américaines ne tuent que les méchants. Devant cette hystérie guerrière d'un autre âge, l'Europe n'est pas capable de présenter un front uni contre cette dérive impérialiste anglo-saxonne et dire haut et fort : STOP IT. »

Comme anticipé, le 24 mars 2003, les Etats-Unis envahissaient l'Irak. Cette illégitime et sanglante agression contre un pays qui ne menaçait personne aurait mérité une condamnation unanime pour crime contre l'humanité.

Ma détermination à dénoncer l'infamie de cette guerre a été telle que j'ai confectionné deux banderoles que j'ai fixées sur les échafaudages de mon chantier à la rue Jean-Violette. La première : « Arrogance, hypocrisie, cynisme US jusqu'à la nausée ». La seconde, en miroir à notre soutien au peuple américain après le 11 septembre 2001 : « Nous pourrions tous être Irakiens ».

Cette guerre a développé en moi un rejet de l'impérialisme américain. J'ai écrit de nombreux et virulents articles pour le dénoncer. Cela m'a valu une étiquette d'anti-américain primaire. Aujourd'hui, soit vingt ans plus tard, je ne vois pas beaucoup de circonstances qui pourraient infléchir mon opinion.

4.2.4 Palestine

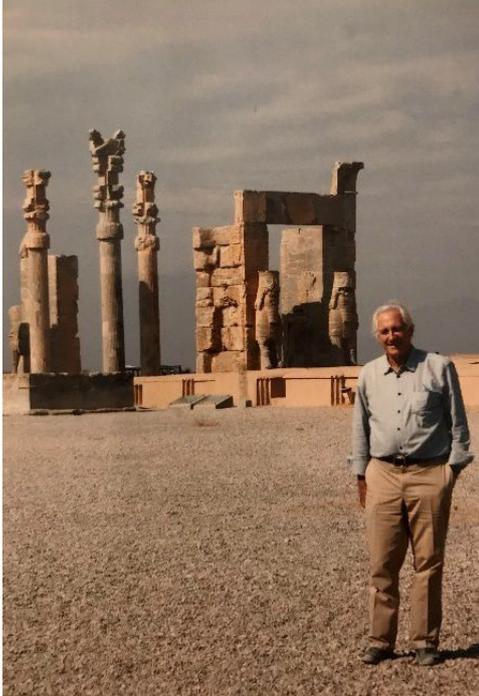
Occupée, colonisée, annexée, opprimée, dans un territoire divisé, fragmenté, enclavé, emmuré, la Palestine se meurt. Son démembrement est tel que la perspective d'un Etat indépendant est devenue utopique. L'indifférence de toutes les instances internationales face au dépeçage de la Palestine me révolte, tout comme l'amnésie des circonstances de la création d'un foyer juif, décidé de façon unilatérale.

En 1917, le ministre britannique Lord Balfour adresse à Lord Rothschild une lettre dite *Déclaration Balfour*, dont les termes sont révélateurs : « Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour les Juifs et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif étant clairement entendu que RIEN NE SERA FAIT QUI PUISSE PORTER ATTEINTE AUX DROITS CIVIQUES ET RELIGIEUX DES COLLECTIVITÉS NON-JUIVES EXISTANT EN PALESTINE ». Bien qu'unilatérale et sans légitimité démocratique, cette déclaration énonce cependant clairement la présence d'une population palestinienne de confession musulmane majoritaire et l'injonction de respecter ses droits. Aujourd'hui, le gouvernement israélien bafoue l'esprit de cette déclaration dont il se réclame. Il nie l'existence d'un peuple palestinien et rejette, en corollaire, la création d'un Etat palestinien. Pourtant les tentatives et les espoirs de faire cohabiter Palestiniens et Israéliens n'ont pas manqué. Le 3 septembre 1993, Yitzhak Rabin et Yasser Arafat signaient le traité de paix d'Oslo. Ces hommes courageux ont payé de leur vie la promotion de la paix. Yitzhak Rabin a été assassiné par un extrémiste juif, encore aujourd'hui considéré par certains comme un héros ! Yasser Arafat, quant à lui, est mort, en quinze jours, de « vieillesse », avec un taux invraisemblable de polonium radioactif dans le corps ! Ces assassinats ont anéanti tout espoir de paix.

Il n'est pas admissible non plus d'ignorer l'Histoire. Depuis 7000 ans, diverses civilisations ont façonné cette région appelée le Croissant fertile. Les Hébreux, et avant eux les Sumériens, les Assyriens, les Perses, les Hittites, les Egyptiens sont à l'origine des plus grandes avancées de notre civilisation (sédentarisation, villes, agriculture, élevage, écriture, astronomie). L'empreinte laissée par les Hébreux est indéniable. Mais leur présence pendant 1000 ans ne représente qu'un épisode dans l'Histoire, qui est une succession d'épisodes marqués par des guerres et des exodes provoqués par des catastrophes naturelles, des famines, des épidémies ou des changements climatiques. Au gré de ces aléas, les hommes sont dépositaires temporairement d'un territoire. Ils ne peuvent prétendre figer à jamais un lien exclusif sur la base d'un épisode historique. Ceux qui refusent de reconnaître l'Histoire dans sa globalité se racontent des histoires qui finissent par « faire des histoires ». La lente agonie de la Palestine est une honte pour la communauté internationale. Extrait de mon article « *La lente agonie de la Palestine* » (*Tribune de Genève* et *Le Temps*, 31.09.2018) :

« Ce cynisme se traduit aussi par une éradication de toutes les références à une identité et à une histoire palestinienne : débaptisation et délabrement des sites musulmans, instrumentalisation pseudo-historique du roman biblique, relégation de la langue arabe, ghettoisation et mitage des terres palestiniennes. La communauté internationale reste muette face à la mise en place d'une politique destinée à éluder 1300 ans de présence musulmane. Face à cette entreprise de destruction économique et culturelle, quels sont les choix pour les Palestiniens ? L'exode dans des pays arabes ou européens où ils sont stigmatisés, ou l'acceptation d'un statut de sous-citoyen dans un pays qui les opprime depuis septante ans ? Personne ne peut priver un être humain de son identité, de ses racines et de sa dignité. »

4.2.5 Iran



Persépolis



Place Royale à Ispahan

J'ai voyagé en Iran en octobre 2015, soit quatre mois après la signature par tous les pays de l'accord sur le contrôle du nucléaire iranien. A l'hôtel où je séjournais à Téhéran, une multitude d'hommes d'affaires de toutes les nationalités, attaché-case à la main, se pressaient pour signer des contrats avec les Iraniens. Avec la levée de l'embargo, une ère nouvelle s'ouvrait. L'espoir se lisait sur les visages des Iraniens qui nous saluaient avec des chaleureux « Welcome ». Ils voulaient tourner la page d'un siècle très tourmenté.

Au XX^e siècle, l'avidité et l'ingérence des compagnies pétrolières, la corruption, les coups d'état, les dictatures, les répressions, l'agression de l'Irak soutenue par l'Occident et l'obscurantisme du régime islamique ont éprouvé l'Iran. Diabolisé et ostracisé pendant quarante ans, ce pays, au niveau culturel particulièrement élevé, a résisté en s'arc-boutant sur des valeurs religieuses extrêmes et sur une théocratie autoritaire.

L'espoir d'une ouverture a été stoppé par la forfaiture de Donald J. Trump, qui a déchiré le traité nucléaire. Avec la complicité des banques, il a fait du chantage à ceux qui voulait le respecter. L'Iran était de nouveau victime d'un embargo dicté par les Etats-Unis, dont les 3000 ans d'histoire ne sont faits que d'ethnocides, d'esclavagisme, de spoliations et de violences. Cependant, l'Iran, fier d'être à l'origine des plus grandes avancées de la civilisation depuis 7000 ans, a été capable de résister à ce chantage. Cette nouvelle épreuve a créé un Iran complexe, contradictoire et écartelé entre réformateurs et conservateurs. Lors de notre voyage, nous avons éprouvé le dilemme de la société iranienne à travers deux expériences.

Dès le premier jour de notre voyage, Téhéran s'est habillé de noir. L'Ashurâ (commémoration chiite du martyr de l'imam Hossein) a métamorphosé la ville. Cortège d'hommes se flagellant symboliquement, théâtres de rue avec des acteurs surjouant la douleur et le drame, martellement assourdissant des tambours. Cette cérémonie d'un autre âge contrastait avec le nœud autoroutier à plusieurs niveaux qui surplombait la scène. Seuls étrangers dans cette atmosphère pesante, nous avons dissipé notre appréhension lorsque des femmes souriantes nous ont proposé des galettes de pain. Quelques jours plus tard, à Pasargades, lors de la fête dédiée au roi Cyrus, nous avons été absorbés par une foule impressionnante et désordonnée de jeunes Iraniens. Modernes, branchés, volubiles et rieurs, ils ont déambulé dans un brouhaha joyeux autour du mausolée. Seuls étrangers, là aussi, nous avons été acceptés avec bienveillance et sollicités à de nombreuses reprises pour prendre des photos avec eux. Ces deux fêtes traduisent la division de la société iranienne : défendre son identité islamique ou aller vers la modernité au travers de son histoire préislamique.

Ma modeste expérience iranienne m'a permis d'apprécier son peuple évolué, cultivé, fier et bienveillant. Sa riche histoire, la diversité de ses origines et ses poètes donnent la meilleure réponse à ceux qui ont mis ce magnifique pays au ban des nations. Ils n'ont sans doute pas eu la chance de voir l'envoûtante place Royale d'Ispahan, d'admirer la magie visuelle de sa mosquée et de déambuler dans ses parcs qui dégagent un sentiment de sérénité et de paix.

4.2.6. Syrie



Palmyre

Quel gâchis

En 2008, la Syrie sortait de son isolement et tentait de trouver sa place dans le giron international. Le couple présidentiel Bachar-al-Assad et sa charmante épouse Asma, tous deux formés dans les universités anglaises, multipliaient les visites dans les capitales européennes. Le président français Nicolas Sarkozy ambitionnait de créer un Marché Commun de la Méditerranée. Il avait invité le couple pour le défilé militaire du 14 juillet 2008. Les journaux montraient la relation harmonieuse entre le jeune couple Nicolas et Carla et le couple Bachar et Asma, surnommée « La Lady Di arabe ».

C'est dans l'état d'esprit de découvrir un pays promis à l'ouverture que Claudine et moi avons organisé notre voyage en Jordanie et en Syrie en mai 2008. Périple initiatique à travers les âges, les civilisations et les cultures, de la mer Rouge à l'Euphrate, par la route des caravanes et Palmyre. Appelée « Le Croissant fertile », cette région a été le berceau de toutes les civilisations avec la sédentarisation (- 8000 ans), les premières villes (- 4000 ans) et l'essor des échanges commerciaux. convoitée et disputée, elle a su se nourrir de toutes ces influences. Les frontières actuelles, imposées au début du XX^e siècle par les puissances occidentales assoiffées de pétrole, ont été une tragédie pour cette région dont les peuples se sont toujours considérés comme faisant partie d'une même famille. Cette proximité s'est révélée au passage de la frontière jordano-syrienne. Malgré l'alignement servile du roi Abdallah aux Etats-Unis et l'hystérie antiterroriste de sa police, nous nous sommes aperçus que les préposés aux douanes affichaient des relations cordiales. Nous avons découvert un pays fascinant. Mon carnet de voyage traduit notre enthousiasme. Authentique, indépendant et fier, tolérant et laïque, traditionnel et moderne, hospitalier et chaleureux, magique et envoûtant. Mes impressions de la Syrie de 2008 paraissent totalement déconnectées de la réalité d'aujourd'hui.

Je pensais que la reconnaissance de la Syrie sur le plan international était essentielle pour la recherche de la paix au Moyen-Orient. Je portais un tel espoir pour ce pays que j'ai trempé mes pieds dans l'Euphrate avec Claudine et Emad, notre guide druze, en signe de paix et d'espoir. Une sorte de communion symbolique dans un lieu que j'ose à peine mentionner, la banlieue de Raqqa, capitale de l'Etat Islamique en 2013. Quelle désillusion !

Nous avons conscience que le pays faisait face à un embargo et, comme ses voisins, à des difficultés systémiques : bureaucratie, corruption des milieux politiques et des affaires, népotisme, déficit des droits démocratiques et société à deux vitesses. Nous ne savions pas que trois ans plus tard, toute la communauté occidentale allait vouer aux gémonies le gouvernement syrien à la suite d'une

contestation populaire réprimée brutalement par la police. Du jour au lendemain, les médias occidentaux ont diabolisé le régime alors qu'ils avaient fermé les yeux sur les exactions du dictateur égyptien Abdel Fatah al-Sissi. Trois ans après son invitation à Bachar-al-Assad sur les Champs-Élysées, Nicolas Sarkozy déclarait « TOUT sauf Bachar ». Il n'a pas compris que TOUT signifiait un désordre dévastateur de toute la région d'où a émergé DAESH.

Une question m'a obsédé : « Comment en est-on arrivé là ? ». La rédaction de plusieurs articles m'a permis de livrer mon analyse. Celle-ci est minoritaire mais a été très bien accueillie par la communauté syrienne de Genève.

Une année et demie après le mouvement de contestation de février 2011, j'ai écrit « *De la contestation à la guerre civile* » (*Tribune de Genève*, 26.07.2012). Lors de la rédaction de l'article, nous étions tous dans l'ignorance de ce que signifiait le mot DAESH. Extrait :

« En une année et demie, la contestation syrienne, limitée à l'origine aux villes d'Homs et d'Hama (villes meurtries par la répression en 1980) a embrasé tout le pays. Avec l'appui inconditionnel de tous les médias occidentaux, les insurgés ont été encensés et affublés de toutes les vertus démocratiques, malgré l'ignorance de leur programme et de l'identité de leurs meneurs. Nos médias ont diffusé une information unilatérale et manichéenne sans se poser la question suivante : Pourquoi l'insurrection n'a-t-elle pas embrasé tout le pays en quelques jours comme en Tunisie ou en Egypte ? La raison est simple. Les pro-Assad et ceux que cette insurrection inquiète sont nombreux et ont été occultés. Le régime syrien, comme tous les régimes du Moyen-Orient, réprime sévèrement les contestataires. A Bahreïn (qui organise des courses de Formule 1), une répression sanglante a eu lieu dans l'indifférence générale de nos médias ! En Syrie, le rouleau compresseur médiatique a tout de suite cloué au pilori le régime : information unilatérale provenant exclusivement des opposants, reportages fabriqués uniquement à charge, aucun débat contradictoire, interprétation tendancieuse des événements, dénigrement de toutes les tentatives d'assouplissement du régime et occultation des exactions des insurgés. Ce matraquage unilatéral a condamné toute solution de sortie de crise et a attisé la guerre civile. Sans aucun doute le régime en place cédera. Sa chute ne laissera aux Syriens qu'un choix tragique entre le McDonald's et la mosquée. »

Quatre ans après le début de la contestation, j'ai fait le bilan accablant de l'ingérence et de l'échec des donneurs de leçons occidentaux. Extrait de mon article « *Quel gâchis* » (*Tribune de Genève*, 01.12.2015) :

« Après une guerre civile qui a fait trois cent mille morts, dévasté un pays magnifique et répandu la haine, nous assistons, quatre ans plus tard, au retour à la case départ avec un régime syrien conforté. L'ingérence et l'intervention occidentales (sans légitimité) ne sont-elles pas responsables de ce gâchis ? Pour n'avoir pas vu la complexité de ce pays, pour avoir voulu imposer dogmatiquement une Syrie sans Bachar-al-Assad, pour avoir ignoré le soutien d'un grand nombre de Syriens au régime, pour n'avoir pas compris qu'il n'y aurait pas de printemps syrien, pour avoir fantasmé sur une opposition modérée qui n'a jamais existé (si ce n'est dans les salons parisiens), pour avoir armé des résistants

dont on ne connaissait rien et qui se sont révélés être des djihadistes et, enfin, pour avoir bombardé les monstres qu'elle avait engendrés, la coalition occidentale est à l'origine du chaos dans toute la région, du drame humanitaire des émigrés et d'un terrorisme qui est une réplique à ses frappes aériennes.

Cette situation inextricable engendrée par notre arrogance et notre inconséquence ne pouvait être résolue que par des solutions radicales. La Russie a bien compris que l'islamisme modéré n'existe pas et que le régime syrien est incontournable. Son intervention aux côtés de celui-ci est brutale. Mais comment peut-il en être autrement ? Le réalisme de la politique russe peut être dérangeant mais il est préférable à l'errance et à l'incohérence politique de nos donneurs de leçons. »

Une question m'a poursuivi : « Pourquoi la coalition internationale n'est-elle pas parvenue à maîtriser l'émergence de l'Etat islamique ? » J'ai écrit un texte qui n'a pas été publié (peut-être trop complotiste). Extrait de « *L'émergence suspecte de DAECH* » :

« La coalition internationale est entrée en guerre contre quelques dizaines de milliers d'individus affiliés à DAECH. Comment cette nébuleuse est-elle parvenue à défier la planète, alors qu'elle n'existait pas en 2013 ? Incompréhensible et surtout suspect.

Il y a deux ans, des militaires baasistes irakiens ont investi des arsenaux et se sont servis d'armes avec l'inconscience ou la complaisance du gouvernement irako-américain. Armés et financés par les monarchies du Golfe, alliées de l'Occident, ils ont remonté tranquillement l'Euphrate, ont soumis les populations, ont conquis Mossoul et son pétrole et ont instauré à Raqqa un califat aux ordres de l'énigmatique Abou Bakr al-Baghdadi.

Pourquoi la coalition occidentale n'a-t-elle pas stoppé l'avancée de cette bande armée ? Il aurait suffi de bombarder les rares voies de communication pour « asphyxier » le monstre, pour empêcher l'exportation du pétrole et pour protéger les sites historiques de Palmyre. Les Occidentaux n'ont répliqué que par des frappes sporadiques et inefficaces. Aveuglés par leur obsession d'abattre le régime syrien, ils ont laissé émerger DAECH. Ils n'ont pas compris que cette bande armée allait se légitimer dans une croisade contre les régimes en place, les frontières et le mode de vie imposés par l'Occident. Cet engagement « mystique » a immédiatement exercé un attrait sur des jeunes désœuvrés, déstructurés et désociabilisés. Ayant pris trop tard conscience du danger, les services spéciaux occidentaux ont alors lancé une campagne de diabolisation avec des vidéos effroyables aux origines obscures. Ils ont fiché et arrêté des individus suspectés de radicalisme en éludant les causes profondes du malaise et de la dérive de ceux-ci. Ils ont manipulé et instrumentalisé les enquêtes sur les attentats pour désigner DAECH et justifier une guerre totale. N'ont-ils pas récolté ce qu'ils ont semé ? »

J'ai pu mesurer l'étendue du désastre syrien lorsque j'ai vu, lors de mon voyage au Liban en 2019, le million de réfugiés syriens, dans la vallée de la Bekaa, et leur désespoir. Pour échapper à cette dure réalité, je m'accroche à mes souvenirs de cette Syrie envoûtante.

4.2.7. Ukraine

C'ÉTAIT ÉCRIT.

La brutalité de l'armée russe lors de l'opération dite spéciale en Ukraine a sidéré nos démocraties européennes qui n'ont rien vu venir. Les alertes des services américains ont été ignorées. Elles ont aussi contribué à attiser l'orgueil russe. Cette guerre sous l'absurde prétexte de dénazification est un crime. La Russie doit payer pour celui-ci. Après cette condamnation unanime, il convient de chercher dans l'histoire les ferments de cette dérive guerrière, d'identifier l'engrenage de ce processus et de tirer un enseignement des erreurs de chacun. Au risque de passer pour un présomptueux, j'ai anticipé, dans trois articles rédigés en 2002, 2014 et 2016, l'enchaînement des événements actuels.

En 2002, Vladimir Poutine était invité au sommet de l'OTAN en Italie. Chacun faisait ses guerres avec la bienveillance de l'autre. Vladimir Poutine écrasait les indépendantistes tchéchènes. La Chine soumettait le Tibet, et les Etats-Unis envahissaient l'Afghanistan et préparaient la guerre contre l'Irak. Comme des larrons en foire, ils étaient tous réunis pour discuter de l'adhésion de la Russie à l'OTAN ! Cela paraît incroyable aujourd'hui. A l'époque, l'arrogance de ces « décideurs » auto-proclamés m'avait déjà révolté. Extrait de mon article « *L'otanasie des petits et des faibles* » (*Tribune de Genève*, 03.06.2002) :

« M. Berlusconi a invité les grands de ce monde à fêter le rapprochement de la Russie à l'OTAN, dans une base militaire sous haute surveillance. A l'issue de cette cérémonie, les grands 'décideurs' de la planète ont posé pour une photo de famille. Qu'ils étaient beaux, qu'ils étaient fiers, qu'ils étaient contents d'eux-mêmes ! M. Berlusconi, grand organisateur de ce show, manifestait un délire jubilatoire à côtoyer les grands de ce monde. M. Chirac avait oublié que moins d'un Français sur cinq avait voté pour lui au premier tour et était tout ragailardi par le 'plébiscite' manichéen du 2^e tour des élections.

M. Bush, assuré du soutien des citoyens américains autour de son discours simpliste sur les forces du Bien et du Mal, arborait un sourire d'autosatisfaction devant ses vassaux. M. Blair, le plus fidèle parmi les fidèles, se tenait fièrement à côté de ce dernier. M. Poutine, au sourire malicieux, se réjouissait opportunément des perspectives de son intégration à l'OMC et à l'OTAN. La répression en Tchétchénie oubliée, il pourra ouvrir son pays aux financiers de tout poil.

Le ralliement de la Russie à l'OTAN aurait dû avoir comme effet la dissolution de facto de cette organisation. A l'opposé, celle-ci se renforce sous le fallacieux prétexte de la lutte antiterroriste. En réalité, elle s'érige en grand gardien du nouvel ordre mondial basé sur une dictature économique, culturelle et militaire qui finira par asservir les petits et les faibles. »

En 2014, après le coup d'état de la place Maïdan et la destitution du président prorusse Viktor Ianoukovytch par des milices d'extrême droite soutenue par les services secrets occidentaux, le président russe Vladimir Poutine a répliqué en annexant la Crimée après un référendum. L'indignation occidentale m'a paru disproportionnée. Extrait de mon article « *Gentils ou méchants Ukrainiens* » (*Tribune de Genève*, 24.04.2014) :

« La Russie a annexé sans coup férir la Crimée avec le plébiscite de ses habitants. C'est la réponse du berger russe à la bergère européenne. Celle-ci s'était intégrée illégalement dans les affaires ukrainiennes et avait encouragé le coup d'état pendant les jeux de Sotchi. Quelle autre réponse le président Poutine aurait-il pu donner devant la menace de l'implantation de bases de l'OTAN et de la marginalisation de la population russe ? L'Europe et ses médias ont oublié que tous les Ukrainiens n'étaient pas proeuropéens et que ces derniers, séduits par le mirage européen, étaient phagocytés par une extrême droite nationaliste qui a entretenu un climat d'une grande violence pendant trois mois. Les médias occidentaux ont en permanence diffusé le message des gentils Ukrainiens proeuropéens opprimés par les méchants Ukrainiens prorusses. La politique étrangère de l'Europe devrait s'affranchir de visions simplistes pour ne pas radicaliser les situations et ne pas se trouver devant une réaction unilatérale mais légitime du président russe. »

En 2016, Varsovie accueillait une conférence qui entérinait l'élargissement de l'OTAN aux pays baltes. Cette décision irresponsable, et aux conséquences prévisibles sur l'équilibre de la paix, m'a inspiré un article écrit six ans avant le déclenchement de la guerre. Son titre « *Vers une nouvelle guerre froide* » était prémonitoire et tous les ferments d'un affrontement étaient réunis. La ligne rouge était l'Ukraine. C'était écrit. Extrait de mon article (*Tribune de Genève*, 10.07.2016) :

« L'OTAN a réuni les dirigeants occidentaux à Varsovie. Cette organisation inféodée aux Etats-Unis a décidé de militariser les pays limitrophes de la Russie. Le président américain et ses 'caniches' européens ont initié une nouvelle guerre froide avec la Russie. Sous le fallacieux prétexte de freiner l'expansionnisme russe, ils ont ouvert un nouveau front militaire de l'Estonie à l'Ukraine. Souvenez-vous, en 1990, ce front militaire allait de l'Allemagne à la Yougoslavie. Avec la perestroïka, l'Union soviétique a retiré unilatéralement et pacifiquement toutes ses troupes de l'Allemagne de l'Est, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Bulgarie, et a accordé l'indépendance à l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Biélorussie et à l'Ukraine. Ces républiques avaient cependant des liens historiques, culturels et linguistiques avec la Russie. Pour couper ces liens, les puissances occidentales se sont ingérées sournoisement en faisant miroiter la prospérité dans une société de consommation et en proposant l'installation de batteries de missiles à quelques kilomètres de la frontière russe. Cela ne relève-t-il pas d'une politique agressive et expansionniste ? Doit-on blâmer Poutine de se crispier devant une arrogante provocation de l'OTAN qui n'a plus aucune légitimité si ce n'est la défense par les armes des intérêts occidentaux ? L'Occident porte la responsabilité de cette dérive militariste. Une fois encore, l'Europe n'a pas saisi l'occasion de se distancier de la politique primaire et belliqueuse de son allié américain. »

Au début de 2022, pour protéger son pays de l'encerclement, Vladimir Poutine a tracé sa ligne rouge face à l'extension de l'OTAN. La menace des troupes russes aux frontières de l'Ukraine pendant un mois n'a pas amené le président Volodymyr Zelensky à renoncer à son alignement militaire sur l'OTAN. De son côté, cette dernière n'a jamais calmé le « jeu ». Sa posture provocatrice m'a inspiré un article écrit quatre jours après l'entrée des troupes russes sur le territoire ukrainien. Son titre, « *L'OTAN en question* » (*Tribune de Genève*, 28.02.2022) :

« Jusqu'en 1989, l'OTAN avait toute sa légitimité dans la défense de l'Europe face à la menace russe. Avec la chute du mur de Berlin et la dissolution du pacte de Varsovie, le président russe Mikhaïl Gorbatchev a unilatéralement et pacifiquement retiré toutes ses armes des pays de l'Est. Une nouvelle ère de paix s'ouvrait en Europe. L'OTAN, qui avait toutes les raisons de se replier, n'a pas infléchi sa politique. Non seulement elle n'a pas retiré son armement, mais elle s'est empressée d'élargir son emprise sur les pays libérés. Complètement inféodée aux Etats-Unis, l'OTAN est alors sortie de sa mission de défense de la zone nord-atlantique inscrite dans ses statuts. Devenue le bras armé de l'Occident et du nouvel ordre mondial, elle a pris une posture agressive en intervenant aux quatre coins du monde. Guerres du Kosovo, d'Afghanistan, d'Irak et de la Syrie, qui se sont toutes soldées par des échecs et une déstabilisation dramatique. L'OTAN pratique aujourd'hui une politique expansionniste dans les anciennes républiques de l'URSS, en ignorant les liens historiques et culturels qui les lient à la Russie. Humilié par ce grignotage territorial et menacé d'un encerclement hostile, le président Vladimir Poutine n'a pas cessé de répéter que l'Ukraine était sa ligne rouge. En 1962, le président John Fitzgerald Kennedy avait, lui aussi, légitimement fixé sa ligne rouge face à l'installation de bases russes à Cuba. La sagesse avait alors prévalu et la Russie s'était retirée. L'OTAN, elle, n'a pas eu la sagesse de renoncer à installer ses bases en Ukraine. Aujourd'hui, l'obstination des Occidentaux a donné un prétexte à la dérive guerrière du président russe. Son inquiétante personnalité et son obsession nationaliste sont devenues un grand danger pour l'Europe. Si celle-ci n'avait pas fait une totale allégeance à l'OTAN et avait créé une armée européenne de défense commune, ce conflit aurait été évité. Les liens historiques entre la Russie et l'Europe auraient prévalu. »

Aucune ambiguïté sur ma condamnation de cette guerre déclarée par un psychopathe. La guerre est un crime et un crime de guerre un pléonasme. Toute guerre engendre inéluctablement des crimes de guerre et allume une autre guerre : celle de l'information. La propagande délirante russe ne doit pas pour autant justifier que nos médias s'alignent complètement sur la propagande ukrainienne et ne filtrent pas les outrances et les incohérences de certains témoignages, vidéos et photos. Dans un article écrit le 5 avril 2022, je dénonce le parti pris et la manipulation d'effroyables images pour diaboliser l'adversaire. Un texte intitulé « *Boutcha, le nouveau Timisoara* » n'a pas été retenu par la rédaction de la *Tribune de Genève*. Extrait :

« Les médias nous inondent d'images abominables de la banlieue de Boutcha. Des vidéos anonymes, principalement de source ukrainienne, utilisent le floutage, le camouflage et des témoignages surjoués pour démontrer les pires exactions des troupes russes (minage des cadavres, exécutions sommaires, viols, tortures). La violence des images est proportionnelle à leur incohérence (dissémination et abandon des morts dans des positions suspectes, indifférence des passants et des automobilistes, sacs mortuaires immaculés jetés dans une tranchée à quelques mètres d'une église). Cela fait penser au faux charnier de Timisoara. En 1989 dans le cimetière de Timisoara, la télévision yougoslave avait mis en scène des cadavres censés illustrer le massacre, par la police de Ceausescu, de milliers de manifestants. Les télévisions occidentales avaient relayé sans réserve cette information mensongère. L'effroi et l'indignation générale avaient permis l'arrestation et l'exécution du dictateur et de son épouse après un simulacre de procès. L'exhumation de vieux cadavres et la fiction d'un massacre avaient suffi. Au Kosovo en

1999, le scénario avait été similaire avec l'exhibition de morts sur le bas-côté de la route de Raçak. Cette mise en scène macabre avait déclenché l'intervention de l'OTAN.

Aujourd'hui, à Boutcha, les médias occidentaux sont totalement alignés sur la propagande ukrainienne. Ils devraient comprendre que les opinions publiques n'ont pas besoin de ces manipulations pour conforter la ferme et légitime condamnation de l'invasion de l'Ukraine. De surcroît, la diffusion d'images douteuses comporte des risques : celui d'être désavoué par une enquête impartiale mais aussi celui de détruire toutes les perspectives de sortie de cette crise conditionnée par la neutralité de l'Ukraine, le gel de l'avancée de l'OTAN et l'autodétermination des régions. »

L'agression russe a suscité un alignement incondtionnel de l'Europe à l'OTAN. Cette vision simpliste du Bien contre le Mal comporte le danger d'un partage du monde irréconciliable et tous les germes de la guerre. Mon article « *Tous les germes de la guerre* » (*Tribune de Genève*, 03.07.2022) :

« Lors du dernier sommet de Madrid, l'OTAN s'est trouvé un nouvel ennemi, la Chine. Sous le fallacieux prétexte qu'elle représente un défi systémique, l'organisation a invité l'Australie, le Japon et la Corée du Sud pour former une nouvelle coalition antichinoise dans le Pacifique. Personne n'est dupe, la puissance économique de la Chine motive cette nouvelle alliance. Avec la désignation du nouvel ennemi chinois (qui n'a jamais envahi un pays), l'OTAN montre son véritable visage, celui du défenseur, par les armes, des intérêts de l'Occident, ou plus exactement de ceux des Etats-Unis. Pourquoi l'Europe, traitée en vassale, devrait-elle s'aligner dans cette guerre pour la suprématie économique ?

Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, l'OTAN n'a cessé de mettre de l'huile sur le feu, de créer des tensions et d'accumuler des fiascos au Kosovo, en Afghanistan, en Irak et en Lybie. Alors que la Russie avait retiré toutes ses troupes des pays de l'Est et ne menaçait personne, l'organisation aurait dû se dissoudre et laisser l'Europe gérer cette transition pacifique. Mais les Etats-Unis voyaient d'un mauvais œil l'émancipation de l'Europe. Sous la bannière de l'OTAN, ils ont étendu leur influence. La prévisible implantation de l'OTAN en Ukraine a déclenché l'ire et la folie de Vladimir Poutine. La Finlande et la Suède ont demandé leur adhésion à l'organisation, tout en s'engageant à augmenter leur budget militaire pour acheter du matériel américain. L'Europe, vassalisée, cède à cette hystérie militariste et oublie tous ses engagements environnementaux. La Suisse doit résister à la tentation de faire allégeance à l'OTAN et de brader sa neutralité. La vision occidentale d'un monde partagé entre les forces du Bien (sous-entendu nous) et les forces du Mal (sous-entendu eux) est non seulement primaire mais porteuse de tous les germes de la guerre. »

4.3. Sujets politiques

4.3.1. Etats-Unis

Du meilleur au pire

Les Etats-Unis m'ont inspiré des sentiments complexes qui ont évolué au fil des années.

Un pays aux symboles attractifs

Enfant de l'après-guerre, j'ai été nourri de la fascination des Etats-Unis : « sauveurs » de la vieille Europe, la force tranquille et bienveillante des boys, les nouvelles musiques, le jazz, le rock, les nouvelles technologies et la conquête de la lune, l'American way of life et le chewing-gum.

J'étais séduit par les Etats-Unis comme par le chewing-gum. Au début, sa saveur explose dans la bouche. Après un certain temps, elle s'estompe, mais il reste le plaisir de la mastication qui confère une certaine assurance et contenance. Même quand la saveur a totalement disparu et qu'un goût âpre la remplace, il reste ce mouvement compulsif des mâchoires, jusqu'à en avoir mal.

Un pays controversé et séduisant

Les prémisses de mon désamour des Etats-Unis se sont trouvées dans la guerre du Vietnam. Au nom de la défense du monde « libre », ils ont défendu un régime corrompu et mené une guerre totale contre le peuple vietnamien. A cette époque, les citoyens américains pouvaient encore manifester leur opposition à une guerre. Le Patriot Act n'existait pas et la chanson « Imagine » de John Lennon n'était pas interdite. C'est dans ce climat de contestation estudiantine et de remise en cause de valeurs sociétales et culturelles que j'ai fait la traversée des Etats-Unis, d'Est en Ouest, avec mon ami André en 1971.

Des voyages dans le pays de la démesure

Avec un dollar à 4,50 Frs, le budget pour notre voyage de deux mois était serré. La location d'une voiture, de New York à San Francisco, engloutissait une grande partie de celui-ci. Trop jeunes et sans suffisamment de garanties financières, nous avons pu louer une voiture grâce au cautionnement providentiel de l'ambassade suisse. Les recherches de logement étaient notre quotidien. Cela variait entre les sièges de notre voiture, les YMCA (Young Men's Christian Association), les motels, les campus et les hébergements chez l'habitant ou... l'habitante.

Six mille kilomètres, de New York à San Francisco, en passant par la côte Est, la Floride, la Nouvelle-Orléans, le Grand Canyon, Las Vegas et Los Angeles. Avec une vitesse limitée à 65 mph, nous avons tout le loisir d'écouter les succès d'Elton John et les chansons de Janis Joplin, Joan Baez et Bob Dylan, inspirées par les volutes hallucinogènes de Woodstock.

Cette Amérique des grands espaces était fascinante. Ce pays qui se cherchait était en proie à des chocs culturels et civilisationnels. La pluralité, la diversité et le foisonnement des idées impressionnaient les deux « petits » Suisses.

En 1988, j'ai renouvelé la traversée des Etats-Unis, d'Ouest en Est, avec ma femme et mes trois filles. Le partage de souvenirs et d'impressions avec notre petite Bénédicte (8 ans), notre Pascale (11 ans) et notre Audrey (14 ans) est unique : les tours jumelles à New York, la nature dans le Yosemite Park, l'oppression et l'angoisse dans la Vallée de la Mort, le délire de Las Vegas, le blues de la Nouvelle-Orléans et les crocodiles de Sand Piper.

Un pays qui devient arrogant

Dans les années qui suivirent, je n'ai plus reconnu l'Amérique que j'aimais.

Avec la chute du mur de Berlin en 1989 et l'implosion de l'URSS en 1991, une ère de paix aurait dû émerger. Le président russe d'alors, Mikhail Gorbatchev, a été le grand artisan de la paix en retirant unilatéralement et sans contrepartie toutes ses armes des pays de l'Est. Ce geste de détente n'a pas été reconnu par l'Occident. Les Etats-Unis ont continué à étendre leur domination à travers l'OTAN. Sans adversaire, ils se sont considérés comme les gendarmes du monde.

Persuadés qu'ils représentaient le Bien triomphant, ils se sont autorisés à intervenir aux quatre coins du monde avec le sentiment simpliste que leurs armes ne tuaient que les méchants. Cela n'a engendré que des catastrophes dont les conséquences persistent. Cet impérialisme américain s'est accompagné de la maîtrise de la plupart de nos médias à travers les géants de l'informatique et des réseaux sociaux. Ceux-ci contrôlent désormais nos vies, notre mode de penser et nos démocraties.

Les interventions de l'armée américaine ont été dévastatrices. Elles n'ont fait que déstabiliser des régions, aggraver des tensions et exacerber la haine. Les Américains pensent naïvement qu'on peut imposer la démocratie par les armes et que leur démocratie est une référence.

Une démocratie de façade

La « grande démocratie » des Etats-Unis est-elle une référence ?

Grand admirateur de la démocratie directe suisse, je juge la démocratie américaine comme une démocratie de façade, éloignée de tous ses principes fondamentaux. L'élection du président se fait par l'intermédiaire de grands électeurs dans une campagne où l'argent et les lobbys sont déterminants. Les personnes qui prétendent à la présidence sont soit des milliardaires, soit des personnes qui acceptent d'être financées avec les milliards des plus grandes entreprises. Ne peut-on pas parler de corruption passive, quand on sait que l'entreprise pharmaceutique Pfizer a financé en 2020 les campagnes des deux tiers des élus du Congrès et du Sénat ? La vaccinocratie remplace alors la démocratie. Dans tous les cas, le président élu sera un président des riches, celui d'une démocratie inféodée à l'argent. Elle n'a aucune leçon à donner aux autres pays en termes de justice et de liberté d'expression. Le Patriot Act après le 11 septembre 2001, le musellement et la traque de Julian Assange et d'Edward Snowden, et la prison de Guantanamo en sont des exemples accablants. Quant à la lutte pour le climat, deux questions préoccupent les autorités américaines : combien vont coûter les mesures et comment les rentabiliser ? Tout passe par le filtre de leurs intérêts économiques et de la vision étriquée de leurs valeurs matérialistes.

Pour se donner une bonne conscience, les Américains évoquent Dieu dans toutes leurs actions. Leur bondieuserie primaire les conforte dans la certitude que les Etats-Unis sont l'empire du Bien. Ils ont cependant la mémoire courte sur les circonstances de la création de leur pays et jettent un voile pudique sur toutes leurs exactions contre les Amérindiens et les esclaves.

Le cauchemar de George W. Bush et de Donald J. Trump

Les travers caricaturaux des institutions et des mentalités de la politique américaine se sont révélés lors de la présidence de George W. Bush, qualifié du plus mauvais président de l'histoire des Etats-Unis. Après cet épisode désastreux, le pays a connu pire : l'élection de Donald J. Trump. La quintessence de la vulgarité, de l'inculture et de la fourberie a été portée au pouvoir. L'intelligence, le dialogue, l'ouverture et l'humanité ont été remplacés par les mensonges, l'intolérance, la primauté et l'arrogance. Ma virulence contre cet individu s'est révélée dans une multitude d'articles.

L'Amérique qu'on aime

On me traite souvent d'antiaméricain primaire. Cependant mes critiques ne sont pas dirigées contre le peuple américain mais contre le système, les institutions et les lobbys qui noyautent toutes les instances du pays. Les Américains ont souvent démontré leur générosité, leur courage, leur détermination et leur foi dans le progrès et la justice.

Ils ont été capables d'élire Barack Obama sur un programme ambitieux qui prévoyait : une régulation de la finance, une réglementation du port d'arme, des engagements pour le climat, une assurance sociale pour la santé, la fermeture de la prison de Guantanamo, et la paix au Moyen-Orient avec le gel des colonisations israéliennes. Sa détermination n'a pas suffi. L'exercice du pouvoir sous la pression des lobbys et de la finance a eu raison de la plupart de ses résolutions.

Je crois en la capacité des Américains de se libérer du carcan des principes égoïstes et simplistes tels que la rentabilité, la productivité, le rendement et le consumérisme. Ils cesseront alors d'être les gendarmes du monde mais deviendront les inspirateurs d'un nouveau monde, plus ouvert et plus respectueux.

4.3.2. La France, une démocratie. Vraiment ?

Né d'un père d'origine italienne et d'une mère d'origine française, je suis suisse. Mes parents ont demandé la nationalité suisse par loyauté vis-à-vis du pays qui les a accueillis et leur a permis de s'intégrer. Je suis reconnaissant envers les institutions suisses et admiratif de la démocratie directe qui fait cohabiter une grande diversité de personnes dans un esprit d'ouverture, de concession réciproque et de simplicité.

Longtemps, j'ai hésité à saisir l'opportunité d'acquérir la nationalité française par mon épouse. La perspective de devenir européen m'a convaincu. Je regrette que la Suisse n'adhère pas à ce beau projet. Elle aurait pu inspirer les institutions européennes avec sa diversité, son fédéralisme et sa maturité démocratique.

Je suis donc binational mais avec un très fort ancrage helvétique. La France, pour moi, c'est sa culture, son histoire, son terroir et ses paysages. Pour le reste, je reste très suisse. La démocratie directe, le fédéralisme, l'implication citoyenne, la neutralité et la culture du compromis sont pour moi essentiels. Les Suisses, souvent de piètres orateurs, privilégient le fond à la forme. En France, c'est le contraire, les politiques et les médias privilégient la forme au fond et entretiennent un climat d'agitation permanente autour de polémiques. Le péché originel des Français, c'est de se prendre pour le centre du monde et c'est d'avoir une vision franco-française sur tous les événements en ignorant l'expérience des autres pays. Ce manque d'ouverture résulte de l'enfermement d'un président-monarque qui se glisse avec délice dans sa fonction. Celle-ci lui permet de jouir des fastes de l'Élysée et d'avoir la protection du mammoth législatif, administratif et bureaucratique des institutions françaises. Le scrutin majoritaire est aussi générateur de manœuvres politiciennes incluant le copinage, la corruption et les arrangements. La société française est ainsi fragmentée et une partie de celle-ci se sent réduite au silence.

Des institutions obsolètes

En 1958, les institutions de la V^e République ont été faites sur mesure par et pour un personnage hors norme, le général de Gaulle. Après son retrait en 1968, le statut du président n'a jamais été remis en cause. Assurés de détenir des pouvoirs exorbitants, ses successeurs se sont tous gardés de toucher aux institutions. Complètement archaïques, elles sont très éloignées des principes démocratiques. Elles donnent la parole aux citoyens seulement lors de l'élection présidentielle. Les autres élections entérinent presque toujours la présidentielle. L'importance de celle-ci est telle que la campagne commence deux ans avant. Les médias contribuent à l'hystérisation des électeurs avec des sondages quotidiens, des face-à-face où la polémique remplace les échanges, des débats stériles autour d'une petite phrase, d'une gestuelle ou d'une mimique. Ce grand raout, indigne d'un état démocratique, aboutit à une élection qui consacre un candidat ayant obtenu seulement entre 20 et 25% des suffrages au premier tour et qui, au second tour, gagnera avec 30 % des suffrages complémentaires d'électeurs faisant le choix du moins pire. En fin de compte, 75% des électeurs seront insatisfaits et devront supporter un président pendant 5 ans, sans aucun moyen de contester ses décisions. Il n'est dès lors pas étonnant que les Français n'aient que la rue pour se faire entendre. Cette situation perdurera tant que les Français ne comprendront pas que les institutions actuelles sont un poison pour l'exercice apaisé de la démocratie.

Chapitre 5

Réalités d'aujourd'hui et espoirs de demain

Mes sept petits-enfants sont tous nés au XXI^e siècle. Ils ne connaissent du XX^e siècle que les atrocités des deux guerres et une période de croissance des Trente Glorieuses. A travers nos témoignages, ils prennent conscience que nous avons connu des années de progrès, d'avancées sociales, d'espoir en l'avenir, d'insouciance et de liberté. Les slogans « Il est interdit d'interdire » ou « Fais l'amour, pas la guerre » nous donnaient l'illusion que l'avenir nous appartenait. Le sida n'existait pas. Le réchauffement climatique ne nous préoccupait pas. Certes il y avait la guerre froide. Mais, en 1989, la chute du mur de Berlin et la fin de la menace russe auraient dû ouvrir une ère de paix. Naïvement nous avons considéré que le Bien avait triomphé du Mal, que notre modèle était le meilleur et que nous pouvions l'imposer au reste du monde.

Lors du passage au XXI^e siècle, en l'absence de problèmes majeurs, nous nous sommes fait peur avec l'adaptation des systèmes informatiques à l'année 2000. Certains prédisaient une fin du monde avec le dérèglement des systèmes de sécurité, l'affolement des contrôles aériens, les pannes informatiques et l'explosion des centrales nucléaires. A ce catastrophisme fantasmé a succédé un soulagement et la satisfaction que notre technologie avait tenu bon. C'est dans un état d'esprit de confiance et de suprématie que nous avons abordé le XXI^e siècle. Notre assurance et notre tranquillité ont été de courte durée. Une année et demie après, ce n'était pas la fin du monde mais la fin d'un monde. Avec les événements du 11 septembre 2001, il y a eu un AVANT et un APRÈS. En quelques jours, le monde a basculé dans une nouvelle forme de gouvernance, la terrocratie.

5.1. La terrocratie

Cette gouvernance basée sur la peur a bouleversé toutes nos valeurs et a fait émerger une vision manichéenne du monde, dans lequel l'Occident s'est octroyé les valeurs du Bien et a diabolisé le monde musulman.

Le monde « civilisé » est entré en guerre. Une troisième guerre mondiale, celle contre le terrorisme. Une peur organisée, entretenue et instrumentalisée a bouleversé nos valeurs et transformé nos démocraties. Le matraquage médiatique d'une menace omniprésente et insaisissable nous a fait perdre tous nos repères et nous a rendus complaisants envers les violations des principes démocratiques fondamentaux. Amalgamant toute opposition avec du terrorisme, de nombreux gouvernements ont muselé leurs citoyens. Au nom de la lutte antiterroriste, tout a été justifié : lois

liberticides, mensonges d'Etat, légalisation de la torture, délation, diabolisation, répression et guerres illégitimes, comme celles des Etats-Unis en Afghanistan et en Irak, des Russes en Tchétchénie, des Chinois au Tibet, des Français au Mali et d'Israël à Gaza. Cela n'a fait qu'exacerber les sentiments d'humiliation et développer, chez certains, haine et désir de vengeance.

La Suisse n'échappe pas à cette hystérie antiterroriste. Bien qu'elle n'ait jamais subi d'attentat, malgré ses prises de position islamophobes (interdiction des minarets et loi sur la potentielle radicalisation des mineurs), elle a surjoué la menace avec des histoires fantasmées. En 2015, l'envoi par la CIA américaine d'une photo floutée de quatre dangereux « terroristes » paralyse Genève pendant trois jours. Sept ans après, nous les recherchons toujours comme le dahu. En 2020, ce sont deux jeunes vantards évoquant la destruction des citernes de Vernier qui provoquent une panique.

Il n'est pas question de nier l'existence d'attentats terroristes. Ils ont toutefois souvent des motivations diverses : vengeance (*Charlie Hebdo*), représailles (*Bataclan*) et réaction à des participations à des guerres illégitimes et à des guerres civiles. Parallèlement, toutes sortes de manipulations sont mises en place : des pseudo-attentats déjoués in extremis, des attentats sous fausse bannière, des attentats infiltrés, et des crimes perpétrés par des psychopathes instrumentalisés en attentats.

Nous avons inventé la présomption de culpabilité pour tous les Musulmans. Nous leur avons demandé de se positionner sur une poignée de cinglés qui tuent au nom de « leur » Islam. Est-ce que les Musulmans ont demandé aux Chrétiens de se positionner sur leurs crimes ? Les Etats-Unis n'ont-ils pas balancé une bombe atomique sur des populations exclusivement civiles à Hiroshima et Nagasaki ? L'Occident devrait balayer devant sa porte.

Pendant 10 ans, on a instrumentalisé la nébuleuse Al-Qaïda pour entretenir la peur. Quand cette organisation s'est évaporée avec la fable de la mort d'Oussama Ben Laden, il a fallu trouver un nouveau loup-garou pour tenir la population dans la peur. Ce fut le tour de DAECH.

Dans un premier temps, la remontée de l'Euphrate de quelques milliers de combattants était tolérée, voire, pour certains, soutenue. Après une année de conquêtes territoriales sans résistance, la prise des champs pétrolifères, l'adhésion populaire à la notion fédératrice du califat et le succès de celui-ci auprès des jeunes frustrés et paumés de nos sociétés occidentales, nos gouvernements ont paniqué. Il fallait à tout prix abattre ce monstre qui avait échappé à notre contrôle. Une campagne de diabolisation a été mise en place avec des reportages et des vidéos effroyables (souvent suspectes). Tous les attentats étaient systématiquement attribués à DAECH sur la base de revendications sur des sites contrôlés par nos services secrets. Finalement, écrasé sous les bombes, le califat a été totalement détruit et son chef Abou Bakr al-Baghdadi exécuté dans une opération au scénario identique à celui d'Oussama Ben Laden. Une fable pour enfants attardés. Un mal nous a tous contaminé : la PEUR DE L'AUTRE.

L'instrumentalisation de la menace terroriste a permis d'autoriser nos gouvernements à nous surveiller sans limites. Il y a trente ans, le simple fichage de militants de gauche avait révolté toute la Suisse. Aujourd'hui notre vie privée est un lointain souvenir. Le fichage, le traçage, la reconnaissance faciale et la marchandisation de notre personnalité sont devenus normaux. Avec la complicité de nos gouvernements, des entreprises tentaculaires totalement hors de contrôle règnent sur la planète. Leur emprise sur notre vie est totale. Leurs réseaux sociaux exercent une telle addiction que nous finissons par aimer notre asservissement à la dictature des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft).

5.2. La dictature des GAFAM

En 1932, Aldous Huxley a écrit « Le meilleur des mondes ». Sa vision anticipatrice de l'évolution de nos sociétés, qui décrit une société basée sur la catégorisation des citoyens, est impressionnante. Tout en haut de l'échelle de la société, les ALPHAS, une caste très discrète qui noyautent toutes les instances gouvernementales avec la complicité de la finance.

Une analogie s'impose avec les GAFAM, dont la puissance est telle que la planète serait en mort cérébrale si ces monstres informatiques s'arrêtaient. Ils exercent un chantage institutionnel sur nos démocraties et tissent une toile d'araignée dont on ne peut s'extraire. Leur piège repose sur des principes simples et binaires :

- *Les algorithmes remplacent l'intelligence et la nuance,*
- *Les réflexes sont meilleurs que la réflexion,*
- *La réflexion et le bon sens sont remplacés par l'intelligence artificielle,*
- *La certitude est meilleure que l'incertitude,*
- *Les activités ludiques servent à divertir et à infantiliser,*
- *Le décompte d'amis ou de « like » détermine notre narcissisme et notre personnalité.*

La classification, par des algorithmes, de nos émotions en 15 catégories (joie-tristesse-colère-peur-dégoût-surprise-satisfaction-excitation-amusement-gêne-culpabilité-honte-plaisir-fierté-mépris) est ridiculement réductrice. C'est la négation de la richesse d'une personnalité.

Les atteintes à notre indépendance de pensée et notre asservissement à l'intelligence artificielle deviennent intolérables. Le président chilien, Gabriel Boric, en a pris conscience. En 2020, il a proposé (malheureusement sans succès) d'introduire dans la Constitution chilienne « Les Droits du Cerveau », pour protéger le citoyen de la manipulation et du piratage de nos neurones.

De plus en plus surveillés, de moins en moins libres, nous serons plus ou moins transformés en une masse d'individus tracés, vaccinés, fichés, sans identité, sans histoire, où une pensée unique nous sera imposée et où nous serons réduits par abrutissement à des consommateurs dociles. La dernière pandémie et notre confinement ont été du pain béni pour les GAFAM, les jeux vidéo, le streaming et le traçage généralisé.

Les réseaux sociaux façonnent et investissent les cerveaux de notre jeunesse avec le divertissement, la jouissance immédiate, le culte narcissique de l'apparence et une consommation débridée. Elle est anesthésiée, n'a plus d'idéaux et ne s'indigne plus. Que fait-elle face aux changements climatiques ? Prend-elle conscience des impacts planétaires sur son avenir ? Ne devrait-elle pas demander réparation à ses aînés responsables de ce saccage environnemental ? Elle préfère profiter tant qu'il en est encore temps.

Alors que les cyberattaques sont de plus en plus fréquentes et présentent un danger pour la survie de notre économie, de nos institutions et de notre démocratie, elles sont banalisées et ne suscitent

que du fatalisme. Devant le spectre d'un chaos planétaire, les GAFAM tardent à réagir. Leur impuissance et aussi leur complaisance m'interpellent. Les effets dévastateurs de ce chantage numérique devraient déclencher une mobilisation planétaire contre ce fléau. Au contraire, ces voyous informatiques prospèrent et sont à l'abri de toute poursuite. Pour profiter de leurs larcins sans risques, on leur a même inventé les cryptomonnaies. Les GAFAM, à l'origine de ce totalitarisme numérique, ne réagissent pas et sont spectateurs pour ne pas dire plus.

Je suis aussi interpellé par la toute-puissance des GAFAM en matière de régulation et de censure. Sans aucune légitimité, ils influencent l'opinion publique en s'arrogeant le rôle de modérateur autoprogrammé selon des critères obscurs et des algorithmes au-dessus des lois.

L'importance prise par les GAFAM est telle que la finance internationale s'associe à cette mainmise planétaire. Nos gouvernements, quant à eux, leur font une totale allégeance. Alors que leurs profits sont stratosphériques, leurs contributions fiscales sont dérisoires.

Cette dictature a été amplifiée par la pandémie du coronavirus. Celle-ci a engendré à son tour une nouvelle dictature : la dictature sanitaire.

5.3. LA DICTATURE SANITAIRE

L'apparition du coronavirus en Chine, sa propagation en Italie et un premier cas en Suisse le 27 février 2020 ont induit un mouvement de panique. Les magasins étaient dévalisés de leurs stocks de pâtes, de riz et de papier hygiénique. La crainte d'une pénurie de médicaments nous amenait à faire la queue sur les trottoirs des pharmacies. Le samedi 15 mars 2020, une cinquantaine de personnes attendaient devant une pharmacie de la route de Florissant. Personne ne portait de masque et la pharmacienne elle-même en était privée malgré son exposition aux risques. Les propos lénifiants de nos autorités, des experts médicaux et des scientifiques nous avaient tranquilisés : « LES MASQUES SONT INUTILES ». Ignorant totalement l'expérience chinoise qui était en train de maîtriser la pandémie par le biais du confinement et du port généralisé du masque, ils participaient à un mensonge d'Etat pour camoufler leur impréparation. La vision ubuesque de cette pharmacienne sans masque m'a inspiré un article « *Le port du masque en question* » (*Tribune de Genève*, 15.03.2020) :

« Dans ces temps de grand désarroi face à la pandémie du coronavirus, le bon sens et la simple observation de l'expérience des autres pourraient nous inspirer. L'évolution favorable de la pandémie en Chine et en Corée du Sud nous donne un espoir de contenir le virus. Deux points communs lient ces deux pays dans leur réactivité : un confinement rigoureux et une utilisation généralisée des masques dans la sphère publique. Concernant cette dernière mesure, nos autorités sanitaires ont manifesté peu d'intérêt à cette protection arguant d'une efficacité relative. Pourtant celle-ci a plusieurs impacts : se protéger, protéger les autres, éviter de mettre en contact nos mains avec nos muqueuses et inciter nos interlocuteurs à se tenir à distance. Tous ces effets concourent à réduire la contamination, même si la protection n'est pas optimale. Cet évident bon sens n'a pas été retenu face à la pénurie de masques. Notre dépendance et notre imprévoyance ne doivent pas être des raisons pour renoncer à une protection qui a fait ses preuves en Chine et en Corée du Sud. Notre culture expansive et communicative ne nous prédispose pas à porter ce moyen d'isolement. Nous devons cependant nous adapter. A la place d'un sourire et d'une poignée de main, notre rapport à l'autre peut se faire avec une main sur le cœur pour exprimer la paix, le respect et la solidarité dans l'épreuve. »

L'inertie de toutes les autorités sanitaires et les délires négationnistes de Donald J.Trump m'ont inspiré un article « *Une incompréhensible inertie* », écrit le 30 mars 2020. Cet article n'a été retenu ni par la *Tribune de Genève*, ni par *Le Temps* :

« Notre personnel soignant, nos médecins, nos pharmaciens, nos policiers, nos caissières et nos livreurs sont toujours dans l'attente de masques ! Depuis le premier cas de coronavirus, le 25 février, rien n'a été entrepris. Cela s'apparente à une non-assistance à des personnes en danger. Pourtant des entreprises suisses en capacité de produire des masques attendent des validations et un plan de marketing ! Incroyable. A Taiwan, une semaine après la première contamination, le gouvernement réquisitionnait des entreprises textiles et envoyait des soldats dans celles-ci pour augmenter la capacité de production de masques. L'incapacité de fabriquer en urgence des masques est pathétique pour notre riche pays. Elle s'accompagne d'un manque de bon sens face à cette pandémie. La problématique de celle-ci réside dans le fait que des personnes infectées peuvent être asymptomatiques. Elles circulent donc librement en contaminant à leur insu. Elles représentent le principal vecteur de la pandémie. Ainsi, de façon paradoxale, une caissière asymptomatique sans masque peut répandre le virus. Pour maîtriser cette situation confuse, le PORT GÉNÉRALISÉ DU MASQUE est une nécessité pour de nombreuses raisons : se protéger (même avec une efficacité relative), protéger les autres (surtout pour les asymptomatiques), éviter le contact avec nos muqueuses et inciter à la distanciation sociale. Les pays asiatiques qui ont enrayé cette pandémie l'ont bien compris. Si notre gouvernement ne réagit pas, devons-nous être contraints d'utiliser des foulards, des voiles ou des écharpes pour pallier cette pénurie de masques ? »

Durant cette période, les rares messages religieux n'ont pas été à la hauteur de l'enjeu planétaire et humain. Le discours pascal du pape m'a profondément déçu. J'ai écrit « *La bénédiction pascale du pape* » (*Tribune de Genève*, 13.04.2020) :

« Dans une basilique déserte, le pape François a prononcé (plutôt lu) sa bénédiction sans jamais lever les yeux sur son auditoire de plus d'un milliard de téléspectateurs. Des paroles convenues, sans souffle et sans inspiration divine. Un pape vieillissant qui n'avait plus sa ferveur réformatrice du début, comme si le conclave l'avait obligé à tempérer sa radicalité autour des valeurs fondamentales enseignées par le Christ. J'espérais entendre des propos à la hauteur du tsunami qui bouleverse toutes nos valeurs et nos pratiques. J'attendais un constat sur notre arrogance passée et notre total désarroi actuel. J'attendais des paroles d'espoir et une ligne directrice pour renaître de nos erreurs. J'attendais un message d'humilité face aux forces de la Nature. J'attendais une solidarité qui transcende toutes les diversités religieuses, culturelles et sociales. C'est dans l'épreuve qu'une institution trouve sa grandeur. Celle de l'Eglise n'a pas su trouver l'inspiration divine pour guider son peuple vers un monde nouveau et meilleur. »

La saga des traitements à l'hydroxychloroquine et autres a suivi avec l'air de « Efficace, pas efficace, that's the question ». Nous sommes restés dans cette incertitude pendant trois mois. Les autorités et les pharmas rechignaient à livrer leurs conclusions, car elles étaient déjà obnubilées par la recherche d'un vaccin. Leurs investissements privilégiaient le vaccin au détriment de la voie thérapeutique. Six mois avant la certification du premier vaccin occidental (le vaccin russe Sputnik étant écarté d'office sans raison), j'anticipais la mise sur le marché chaotique, mafieuse, vénale et discriminatoire des vaccins. L'article « *L'obsession du vaccin* », écrit le 7 mai 2020, n'a été retenu par aucune des rédactions de la *Tribune de Genève*, du *Temps* et du *Figaro Magazine* :

« Des centaines de laboratoires dans le monde se lancent dans la course au vaccin contre le coronavirus. Est-ce la bonne voie ? En 1983, la planète était confrontée au VIH (virus du sida). A défaut d'un vaccin (qui n'a jamais été trouvé à ce jour), le port du préservatif est resté longtemps le seul moyen de se protéger, jusqu'au jour où les chercheurs ont mis au point un traitement (la trithérapie) qui n'élimine pas le virus mais qui inhibe son action. Pourquoi n'en tirerions-nous pas un enseignement avec une approche différente ? La recherche forcenée et obsessionnelle d'un hypothétique vaccin est privilégiée sans répondre à de légitimes questions. Sommes-nous certains de trouver un vaccin ? Quand ? Le virus mutera-t-il ? Quel vaccin sera validé dans cette concurrence aux enjeux financiers considérables ? Quel délai de certification ? Si l'unanimité se fait sur un vaccin, les Américains accepteront-ils un vaccin chinois ? Quelle capacité de production pour satisfaire la population mondiale ? A quel prix ? Quels seront les pays prioritaires ? Comment la distribution du vaccin évitera-t-elle un scandale analogue à la distribution incohérente, chaotique, et mafieuse des masques de protection ? Toutes ces questions sans réponses devraient nous faire réfléchir à une autre approche, plus pragmatique. La découverte d'un traitement contre l'évolution létale de la maladie permettrait de transformer celle-ci en une méchante grippe saisonnière. L'administration de ce traitement aux seuls cas graves permettrait d'obtenir l'immunité par effet de troupeau sans passer par un confinement dévastateur. Pour des raisons évidentes, les laboratoires pharmaceutiques priorisent la recherche d'un vaccin. Cependant ils ne doivent pas systématiquement marginaliser les autres recherches sur les traitements. »

Une période d'accalmie pandémique m'a fait prendre une position hasardeuse. Alors que les contaminations étaient au niveau le plus bas, le corps enseignant militait pour ne pas rouvrir les écoles à la fin août. J'ai répliqué à ce renoncement corporatif avec l'article « *L'obsession du risque zéro* » (*Tribune de Genève*, 24.08.2020) :

« Mars 2020 : Le masque est inutile. Août 2020 : Le masque est obligatoire. A contretemps et à l'excès, nos autorités réagissent alors que la situation est moins alarmante qu'en mars. Si le nombre de contaminations augmente, les hospitalisations baissent et la mortalité chute. En avril-mai elle était en moyenne de 50 morts par jour. Depuis juin, elle est de 1 à 2 morts par jour à la suite d'une meilleure prise en charge des patients. Cette mortalité rejoint celle d'une grippe saisonnière ou celle des accidents de la route avec en plus ses handicapés à vie. La circulation est-elle pour autant interdite ?

Dans cette cacophonie de déclarations mensongères, péremptoires, contradictoires et anxiogènes, nous sommes exaspérés. Avec l'obsession du risque zéro, on prend un marteau pour écraser une mouche. On nous prend en otage en bouleversant nos liens sociaux, culturels et nos libertés. Ce manque de bon sens se paiera en dépressions, faillites, chômage, troubles psychiques et problèmes sanitaires collatéraux. Chaque pays bricole sa liste de pays et de lieux dangereux et prononce des mises en quarantaine qui seront un reconfinement qui ne dit pas son nom. Pendant ce temps, des chercheurs bricolent rapidement un vaccin qui ne servira qu'à enrichir les big pharmas et les spéculateurs boursiers. En 1918, la grippe espagnole a tué 50 millions de personnes dont l'espérance de vie était de 55 ans. Aujourd'hui, le coronavirus est cinquante fois moins mortel et l'espérance de vie est de 85 ans. Trompé par le mirage de l'immortalité entretenu par des illuminés de Google, l'Homme actuel n'accepte plus sa condition humaine et considère que la mort est un échec. L'acceptation philosophique des risques liés à la vie est essentielle pour éviter la peur, la défiance de l'autre et le repli sur soi. Pour autant, il n'est pas question ici de contester les mesures barrières sanitaires. Simplement, l'application de celles-ci doit être raisonnable pour éviter que le remède ne soit pire que le mal. »

Depuis le début de la pandémie, le spectre d'une contamination massive et incontrôlée des pays sous-développés et pauvres planait. Fin novembre 2020, les chiffres démentaient ces prédictions catastrophiques. La mortalité dans les pays pauvres était jusqu'à cent fois inférieure à celle des pays riches. La seule réponse qu'il m'était donnée : « Ce n'est pas comparable ». J'ai traité cette question dans l'article « *Des chiffres qui interpellent* » (*Tribune de Genève*, 24.11.2020) :

« Aujourd'hui, les Etats-Unis comptabilisent 253'000 morts dus au coronavirus. Pour une population de 328 millions d'habitants, le taux de mortalité s'élève à 770 morts pour un million. Les Etats-Unis, avec un très grand potentiel scientifique, technologique et thérapeutique, détiennent la plus grande mortalité dans le macabre classement par pays. Les pays européens, dont la Suisse avec environ 500 morts pour 1 million, talonnent les Etats-Unis. A l'autre bout de ce classement, les pays les moins touchés sont : Haïti, le pays le plus pauvre de la planète, avec 21 morts, Cuba, sous embargo, avec 12 morts et le gagnant est... Madagascar, avec 10 morts pour un million. Ainsi, la mortalité dans ce pays pauvre, avec des structures sanitaires rudimentaires, des conditions de logement insalubres et avec une grande proximité, est 77 fois plus faible qu'aux Etats-Unis !!! Certes, certains relativiseront ces chiffres en évoquant la fiabilité du décompte, l'insularité, les classes d'âge et divers paramètres de conditions de vie. Cependant, ils n'arriveront jamais à justifier un tel écart. Devant pareil constat, il faut s'interroger sur notre extrême fragilité et remettre en cause notre mode de vie et notre obsession à tout vouloir contrôler. La consommation délirante de médicaments, la multiplicité des actes médicaux et chirurgicaux, la phobie bactérienne, la vaccination forcenée et notre alimentation issue de l'agrochimie et de l'élevage intensif ne seraient-ils pas responsables de notre piètre résistance au virus ? Notre consumérisme débridé, notre avidité et notre irresponsabilité environnementale contribuent aussi à détruire le climat, la biodiversité et, en corollaire, notre contexte vital. Comme notre empreinte sur la planète est cent fois plus importante que celle d'un Malgache, il nous incombe de réagir. Le vote du 29 novembre nous en donne l'occasion en demandant à nos entreprises multinationales d'être responsables. Cette exemplarité sera payante à long terme et fera honneur à notre pays. »

Fin novembre 2020, dans la précipitation, un vaccin est présenté par le fabricant lui-même et déclaré comme sûr et efficace, sans aucune certification indépendante. Aussitôt, une frénésie de commande s'empare des pays riches dans une foire d'empoigne où l'argent est roi. Dans la continuité de l'article « *L'obsession du vaccin* », écrit six mois plus tôt, je dénonce les pratiques des industries pharmaceutiques avec « *Des pratiques de voyous* » (Tribune de Genève, 28.01.2021) :

« Les pays riches attendent désespérément la livraison de leurs commandes de vaccins. En position de force, les laboratoires font une pernicieuse rétention de ceux-ci prétextant une réorganisation des sites de production. Comment n'ont-ils pas anticipé la logistique ? Ils exercent un chantage et exigent la révision de leurs contrats pour maximaliser leurs profits en prétextant que leurs clients vaccinent six personnes, au lieu de cinq, par flacon ! Ce sont des pratiques de voyous. Depuis le début de la pandémie, ils suivent leur business plan pour promouvoir le vaccin. Leur désintérêt et leur dénigrement de toute autre approche thérapeutique sont révélateurs. Après une certification précipitée du vaccin, ils nous ont imposé de les libérer de toutes responsabilités. Nos autorités sanitaires ont accepté leur racket et renoncé délibérément à étudier l'efficacité d'autres vaccins russes ou chinois. Un climat anxigène a été entretenu dans les médias avec des déclarations alarmantes et un matraquage sans nuances de chiffres. Sans parler de complot, on ne peut que constater que les grands gagnants de cette pandémie sont les pharmas, les GAFAM et la finance. Ils sont en train d'étendre leur pouvoir et de nous imposer « leur société. »

La doxa pro-vaccin des gouvernements s'impose sans nuances et une dictature sanitaire se met en place. Je rejoins le camp de la résistance : « *Gare à la dictature sanitaire* » (Tribune de Genève, 03.01.2021) :

« Une question est sur toutes les lèvres : 'Vaccin ou pas vaccin ?' Nous sommes appelés à prendre position sur un sujet que personne ne maîtrise. Après l'errance et la cacophonie des autorités sanitaires depuis une année, nos dirigeants nous présentent le vaccin comme le nouveau messie. Cependant ils ne maîtrisent pas son impact à long terme sur notre système de défense naturelle. Pour se protéger, ils font signer une décharge à leurs commanditaires et préconisent aux vaccinés de continuer les gestes barrières ! Malgré tous ces doutes, les pro-vaccin exultent. Les médias leur donnent une audience disproportionnée. Les anti-vaccin sont traités de complotistes et ostracisés. Une dictature sanitaire est en train de se mettre en place. Pour éliminer les récalcitrants, une arme fatale est brandie : le passeport vaccinal - pour voyager, pour aller au spectacle, pour accéder à un emploi ou pire, pour être soigné dans un hôpital public. Sommes-nous encore en démocratie ou sommes-nous dans la société décrite par Georges Orwell dans '1984' ? La doxa pro-vaccin écarte toute réponse nuancée qui mettrait en balance le risque et le bénéfice. La vaccination devrait être proposée selon l'âge, la fragilité et l'espérance résiduelle de vie. Il est évident que les personnes de plus de 80 ans devraient être vaccinées. Celles de plus de 70 ans fortement encouragées et, à partir de 60 ans, le vaccin doit seulement être proposé. En-deçà, le rapport bénéfice/risque s'inverse et la vaccination des plus jeunes devient irresponsable. L'obsession de tout vouloir maîtriser nous égare, bouleverse nos valeurs et nous fait perdre le bon sens. L'humanité a toujours été confrontée épisodiquement aux éruptions volcaniques, aux tremblements de terre, aux météorites et... aux pandémies. Ces phénomènes obéissent à une ordonnance qui nous échappe. Nous n'y pouvons rien. »

Deux mois plus tard, en mars 2021, cette dictature avance de façon inexorable. Pour lui donner une image plus acceptable, la même doxa invente la notion du bon citoyen qui se fait vacciner par altruisme pour la communauté. Cela m'inspire la rédaction de « *La vaccinocratie* » (*Tribune de Genève*, 06.05.2021) :

« A la sortie d'un centre genevois de vaccination, les heureux vaccinés reçoivent un badge avec l'inscription ' Je suis vacciné(e). Je nous protège'.

Doit-on l'exhiber avec fierté ? Est-ce une récompense à notre obéissance ? Est-ce un certificat de bonne conduite citoyenne ? Cette discrimination sociale avec un badge a des relents historiques malsains. Elle est synonyme de liberté pour les uns et confiscation de liberté pour les autres. (...)

Toute personne refusant la doxa ' le vaccin est la seule solution ' est vilipendée par la société. Quant aux citoyens dociles et vaccinés, ils sont considérés comme de bons citoyens altruistes. Quelle hypocrisie ! Nous nous faisons vacciner pour des motifs purement égoïstes de préservation de notre santé et pour avoir un passeport pour les voyages, les restaurants et les spectacles. La discrétion devrait être de mise à l'égard de ceux qui doivent attendre leur tour. Je refuserais, quant à moi, ce badge indécent, pour être solidaire avec les jeunes et respecter ceux qui refusent l'asservissement de notre démocratie à la vaccinocratie. Celle-ci a été mise en place depuis une année avec le matraquage du message des pharma. Toutes les autres prises de traitements ont été écartées et la recherche de ceux-ci n'a pas été soutenue. Le vaccin, administré à des milliards de personnes bien portantes, est bien plus profitable qu'un traitement administré aux seuls malades.

La perspective de se faire vacciner une troisième fois, et ensuite chaque année, est un véritable pactole pour les bénéficiaires de cette nouvelle dictature. La vaccinocratie a de beaux jours devant elle. »

Le président Macron n'a-t-il pas proclamé qu'il allait « emmerder les non-vaccinés en les privant de toutes les libertés » ? Il n'a pas hésité à créer des catégories de citoyens : ceux qui se soumettent et les rebelles. Cette pandémie nous a révélé notre extrême fragilité. Il est temps d'en tirer des enseignements. L'impuissance de notre arrogante technologique, l'errance de nos autorités sanitaires, les manigances et l'avidité de nos industries pharmaceutiques, et le cynisme des marchés financiers se sont révélés au grand jour. Même les religions ont été silencieuses et incapables d'apporter un message d'espoir et un enseignement de cette épreuve. Pétrifiées, elles n'ont jamais pris la mesure du traumatisme et nous ont livré des messages lénifiants. N'auraient-elles pas pu encourager chacun à changer de regard sur notre monde à travers des valeurs de partage et de paix et dénoncer nos valeurs égoïstes et matérialistes à l'origine de ce fléau ?

5.4. Les espoirs de demain

Ces nouvelles formes de gouvernance décrites plus haut heurtent mes principes d'un autre temps. Cependant je me garde de prendre une position radicale avec mes petits-enfants. J'ai conscience que ce monde est leur monde et que ma génération n'est pas qualifiée pour donner des leçons. Nous sommes responsables de l'état actuel du monde. Pendant les périodes de pleine croissance d'après-guerre, nous avons exploité notre terre et consommé sans limites. Nous avons dégradé l'environnement et, aujourd'hui, nous leur laissons des dettes, des interdits et des contraintes. Ils nous envient Les Trente Glorieuses, où tout était permis et où nous pouvions nous projeter dans l'avenir.

Pour échapper à la morosité ambiante entretenue par les médias, ils se réfugient dans un monde de consommation fait de narcissisme, de réseaux sociaux et de jeux. Ils ont compris qu'ils doivent profiter tant qu'il en est encore temps et privilégient ainsi l'immédiateté et la facilité. Ils fantasment sur l'argent facile avec les bitcoins et la bourse. On peut difficilement les blâmer, car ils ont perdu confiance dans l'épanouissement personnel par le travail en voyant que l'ascenseur social est bloqué et que les financiers et les spéculateurs gagnent infiniment plus. Je suis effrayé de voir une génération qui ne rêve que d'être trader en crypto monnaies ou en NFT (Non-Fungible Token), créateur de start-up, inventeur de jeux ou investisseur génial. Les autres moins favorisés ambitionnent d'être fonctionnaires, policiers, militaires, footballeurs professionnels ou astronautes dans une mission vers Mars. Les travaux manuels ne les motivent plus et sont remplacés par des travaux temporaires ou ubérisés. Si le désintérêt pour un travail traditionnel est explicable, le désengagement de la jeunesse pour la défense de la planète m'inquiète et m'a inspiré l'article « *La jeunesse ne s'indigne plus* » (Tribune de Genève, 15.06.2017) :

« Le président américain Donald J. Trump a défié le monde en refusant de signer les accords de Paris sur le climat. Son cynisme a brisé la solidarité de 195 pays engagés à protéger les générations futures. A ce 'bras d'honneur' fait à la planète, quelle a été la réaction de nos jeunes et de nos étudiants ? Rien. Aucune manifestation, aucune révolte, aucune marche de protestation. Cette résignation est décevante. Au siècle précédent, les étudiants se mobilisaient et s'insurgeaient pour défendre leurs idéaux et leur avenir. Aujourd'hui, le culte de la jouissance et des divertissements, la dictature de l'apparence et le consumérisme compulsif étouffent notre jeunesse. Les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) investissent leur cerveau à tel point que les jeunes ne perçoivent plus les enjeux et l'urgence de la situation. Pourquoi ne descendent-ils pas dans la rue pour s'indigner de la prise en otage de leur avenir ? Ils ne prennent pas conscience du danger de voir leur vie et, surtout, celle des laissés-pour-compte de la mondialisation bouleversées par les changements climatiques. L'intelligence et le bon sens sont aujourd'hui marginalisés par l'hyperinformation formatée et uniforme, par le cloisonnement sociétal créé par les réseaux sociaux et par l'avènement de l'intelligence artificielle. Mais, celle-ci, sera-t-elle capable d'éviter, en 2100, à nos petits-enfants, de vivre dans des serres climatisées au milieu des océans ? »

Face aux grands enjeux de la société et de l'avenir de notre planète, notre jeunesse ne réagit pas. La croisade de Greta Thunberg pour alerter de l'urgence de la situation a été mobilisatrice dans un premier temps. La jeunesse a adhéré tous les vendredis à ce mouvement. Mais le reste de la semaine, les réseaux sociaux, les selfies, les divertissements et les jeux affaiblissaient cette belle dynamique. Sous les sarcasmes et les attaques du monde économique et financier, le mouvement s'est essoufflé et la pandémie, infiniment moins dangereuse pour l'Homme que le changement climatique, a définitivement relégué ce mouvement à un épiphénomène. La jeunesse s'est résignée et ne s'est pas indignée de l'indifférence de ses aînés sur son avenir.

Il est temps que nos jeunes se réveillent et se fédèrent autour du slogan :

« IL N'Y A PAS DE PLANÈTE B »

La jeunesse, ne devrait-elle pas marteler sans cesse ce slogan, aller voter pour peser dans le débat, réclamer le remplacement des vieux dirigeants arrimés à des conceptions obsolètes, exiger une parité entre jeunes et vieux dans les instances dirigeantes ? En contrepartie, la nouvelle génération devrait s'investir beaucoup plus et retrouver le sens de l'essentiel, de l'effort et de la patience.

J'entends déjà certains me qualifier de donneur de leçons présomptueux, de bobo hypocrite ou d'écolo de pacotille. Mon mode de vie et mon appartenance sociale peuvent leur donner en partie raison. Mais, est-ce un argument pour ne rien faire et accepter d'aller au Qatar voir le mondial de football ? Je persiste à croire que seul un changement fondamental de mentalité peut nous donner de l'espoir. Devant la difficulté à modifier notre mode de vie, il est important d'enseigner aux enfants, dès leur plus jeune âge, une attitude responsable et solidaire dans la protection de la Nature.

La NATURE est une compagne belle, généreuse et unique. Elle accepte d'être une mère nourricière dans la mesure d'une exploitation raisonnable. Surexploitée et souffrante, elle peut cependant nous donner des coups de semonce pour faire cesser nos excès. J'ai perçu dans la pandémie du coronavirus son message qui nous rappelle que nous sommes intimement liés « à la vie et à la mort » avec elle. Cela m'a inspiré « *Le message de Dame Nature aux humains* », envoyé à l'association *J'aime ma planète* en avril 2020 :

« Comme vous avez pu le constater, je me suis faite belle pour le début du printemps 2020. Un soleil radieux. Une température agréable. Un ciel immaculé. Un air pur. Un silence apaisant. Des chants d'oiseaux. Des animaux qui se réapproprient des territoires. Des hérissons qui traversent les autoroutes. Une ambiance de quiétude. Pour parvenir à vous faire redécouvrir ma beauté, il a fallu que j'emploie la manière forte. Une pandémie était la seule façon de vous faire réagir. Certes, ce moyen est cruel mais il est proportionné aux blessures que vous m'avez faites et à mes avertissements de détresse auxquels vous n'avez pas répondu. Vos jeunes ont pris conscience de ma souffrance mais ils tardent à mettre leur mode de vie en concordance avec leurs engagements. Vos gouvernements font de grandes déclarations qui ne sont pas suivies d'effets. Votre monde de la finance, enfermé dans son obsession de croissance, de productivité et de rentabilité, continue à soutenir les entreprises les plus nuisibles. Quant à vos religions, elles sont passives et leurs rares discours simplistes et surannés sont dénués de messages d'espoir d'un monde meilleur. Devant votre incapacité de vous préserver de votre propre autodestruction, j'ai décidé de vous ouvrir les yeux sur votre arrogance et votre égoïsme, mais aussi sur votre fragilité, en vous rappelant que vous n'êtes pas mes maîtres mais seulement mes invités durant votre court séjour sur cette Terre. »

De mars à juin 2020, la planète a connu une période unique de ralentissement général de toutes nos activités avec, en corollaire, des contraintes très difficiles pour certains. Cette situation inhabituelle a fait émerger des actes de solidarité et d'entraide. Elle nous a obligés à retrouver l'essentiel, la simplicité et le calme. Ces trois mois « hors du temps » ont laissé pour la plupart un souvenir d'une période apaisée. Cette parenthèse a préfiguré un possible nouveau monde : un monde sans l'obsession de la croissance, du profit et de la consommation en donnant du temps au temps.

Avec toutes les nouvelles technologies, les jeunes peuvent inventer ce nouveau monde s'ils mettent celles-ci en concordance avec une philosophie humaniste, solidaire et respectueuse de la Nature. Ils sont capables de relever l'immense défi de sauver notre planète bleue.

*APPRENDRE D'HIER, VIVRE AUJOURD'HUI, ESPÉRER POUR DEMAIN. L'IMPORTANT EST DE NE PAS
CESSER DE SE POSER DES QUESTIONS.*

(Albert Einstein)

Remerciements

A mon épouse Claudine, qui m'a donné le goût de l'écriture.

A mes filles Audrey, Pascale et Bénédicte, qui ont supporté et accompagné ma graphomanie avec leurs commentaires avisés.

A Mme Yvonne Bercher, docteur en droit et autrice de plusieurs livres remarquables, qui s'est investie dans la relecture de mon livre pour traquer les nombreuses maladroites et fautes de syntaxe d'un plumitif inexpérimenté.

A Mme Pascale Zimmermann, brillante journaliste de la rubrique Culture de la *Tribune de Genève*, qui m'a donné l'opportunité de présenter mon projet du musée d'art et d'histoire de Genève.

Aux rédactions de la *Tribune de Genève*, du *Temps*, du *Figaro Magazine* et de *Marianne*, qui ont relayé mes articles.

A tous les acteurs de cette grande comédie humaine, inconnus ou célèbres, jeunes ou anciens, brillants ou effacés, modernes ou conservateurs, pleutres ou courageux, généreux ou pingres, modestes ou arrogants, qui m'ont fourni les ingrédients pour alimenter mes réflexions et mes articles.